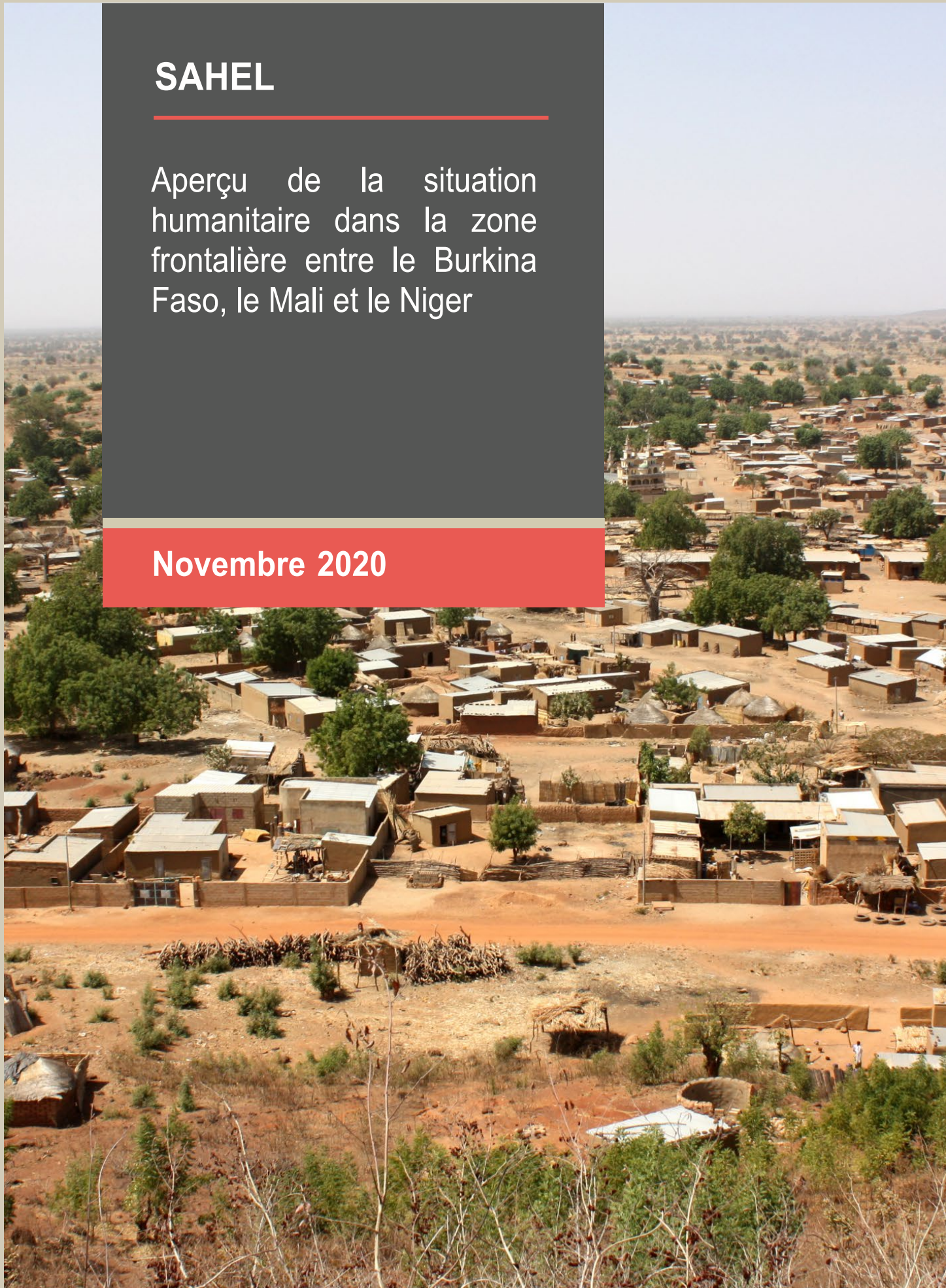


# SAHEL

Aperçu de la situation humanitaire dans la zone frontalière entre le Burkina Faso, le Mali et le Niger

Novembre 2020



### A propos de REACH

REACH facilite l'élaboration d'outils et de produits d'information visant à renforcer les capacités des acteurs humanitaires à prendre des décisions informées lors de situations d'urgence, de redressement et de développement. Pour ce faire, les méthodes utilisées par REACH incluent la collecte de données primaires, suivie d'une analyse approfondie de celles-ci. Toutes les activités sont menées dans le cadre des mécanismes de coordination inter-agences. REACH est une initiative conjointe d'IMPACT Initiatives, d'ACTED et de l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche – Programme opérationnel pour les applications satellitaires (UNITAR-UNOSAR). Pour plus d'informations, veuillez consulter notre site internet : [www.reach-initiative.org](http://www.reach-initiative.org). Vous pouvez nous contacter directement à : [geneva@reach-initiative.org](mailto:geneva@reach-initiative.org) et nous suivre sur Twitter : @REACH\_info.



## RESUME

La zone des « 3 Frontières » englobe les régions frontalières du Burkina Faso, du Mali et du Niger. Sa population est estimée à 11,3 millions de personnes<sup>1</sup>. **L'éclatement de la crise malienne en 2012 a engendré une dégradation progressive du contexte sécuritaire**, avec une forte augmentation des incidents non seulement au Mali, mais aussi au Niger (à partir de 2018) et au Burkina Faso (2019). L'influence grandissante des groupes armés, d'inspiration religieuse ou communautaire, s'accompagne d'une forte hausse de la criminalité<sup>1 2 3 4</sup>. Ce contexte sécuritaire a des implications importantes sur les populations locales : au 31 octobre 2020, environ **1,4 million de personnes se seraient déplacées dans la région**, exacerbant les tensions au sein des populations locales<sup>5</sup>, ainsi que les besoins des populations, déjà vulnérables à la pauvreté, aux chocs climatiques et aux inégalités d'accès aux ressources<sup>6</sup>. **Ces mêmes facteurs, combinés à des conditions géographiques difficiles et aux contraintes liées à l'état d'urgence décrété dans les zones en crise complexifient l'accès aux populations ayant besoin d'assistance**<sup>7</sup>. L'accès humanitaire fait aussi face à des lacunes d'information importantes sur l'étendue, la nature et la sévérité des besoins des populations locales comme déplacées<sup>6</sup>.

Dans l'optique de soutenir la réponse humanitaire, REACH a mis en place, avec le soutien de l'Agence des Etats-Unis pour le développement international (USAID), un 'suivi de la situation humanitaire' (HSM<sup>8</sup>), qui se déroule sur une fréquence mensuelle depuis novembre 2019<sup>9</sup> dans la zone frontalière entre le Burkina Faso, le Mali et le Niger. Plus spécifiquement, la zone d'étude comprend les régions de la Boucle du Mouhoun, du Centre-Nord, de l'Est, du Nord et du Sahel (Burkina Faso) ; de Gao, de Menaka, de Mopti et de Tombouctou (Mali) ; de Tahoua et de Tillabéri (Niger). Afin d'assurer l'utilité et la pertinence des informations récoltées, la communauté humanitaire, notamment les clusters existants dans les trois pays, sont régulièrement consultés pour donner leurs retours sur les outils. Le présent rapport cherche à établir un aperçu des principales tendances en matière de déplacements de populations et des besoins multisectoriels humanitaires en 2020. Les données présentées ont été collectées entre le 9 et le 30 novembre 2020, et sont interprétées à la lumière des données secondaires et autres systèmes de collecte de données existants dans la zone.

La méthodologie adoptée dans le cadre du projet HSM se caractérise par une approche mixte, combinant des composantes quantitative et qualitative. Le volet quantitatif prévoit un questionnaire avec des informateurs clés au niveau des localités (1 601 IC interrogés). Les données sont collectées au niveau des localités, selon un échantillonnage choisi d'IC sélectionnés en fonction de leurs connaissances récentes (moins d'un mois) et détaillées des localités. Les informations sont rapportées lorsqu'au moins 5% des localités évaluées de l'unité administrative 2 (province, cercle, département) ont été évaluées. A ce titre, les résultats doivent être considérés comme indicatifs. Le volet qualitatif comprend 23 groupes de discussion au niveau de la commune ou du département portant sur les besoins multisectoriels ainsi que des ateliers de cartographie participative cherchant à comprendre la dynamique de certains déplacements récents de populations.

### 1. Dynamiques de déplacement

**Depuis le début de l'année, le nombre de personnes déplacées internes (PDI) a progressé de +56%**, passant de 871 000 à 1,4 million de PDI entre janvier et octobre 2020, avec un accroissement plus rapide au Burkina Faso<sup>10</sup>. Au cours des 30 derniers jours qui ont précédé la collecte de données de novembre, les régions qui ont accueilli le plus de PDI récemment arrivées (moins d'un mois) étaient Menaka et Tahoua selon les IC. Ailleurs,

<sup>1</sup> World Food Programme (WFP). Région du Liptako-Gourma : conflits persistants, pertes de terres agricoles et insécurité alimentaire récurrente. Juillet 2020.

<sup>2</sup> Crisis Group. Frontière Niger-Mali : mettre l'outil militaire au service d'une approche politique. Juin 2019.

<sup>3</sup> Assessment Capacities Project (ACAPS). Conflict and displacement in Mali, Niger and Burkina Faso. Mars 2019.

<sup>4</sup> Resilience Common Analysis and Prioritization (RCAP). Analyse préliminaire des risques, des vulnérabilités et des actifs de résilience dans la région du Liptako-Gourma. Février 2019.

<sup>5</sup> Bureau de la coordination des affaires humanitaires (OCHA). Situation des personnes déplacées internes au Burkina Faso. Novembre 2020. Organisation internationale pour les migrations (OIM) / Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR). Matrice de suivi des déplacements (DTM). Rapports mensuels Mali. Janvier – novembre 2020. UNHCR. Sahel situation (Tillabery and Tahoua regions). Niger. Novembre 2020.

<sup>6</sup> WFP. Région du Liptako-Gourma : conflits persistants, pertes de terres agricoles et insécurité alimentaire récurrente. Juillet 2020.

<sup>7</sup> REACH. Aperçu de la situation humanitaire dans la zone frontalière entre le Niger, le Mali et le Burkina Faso. Octobre 2019.

<sup>8</sup> HSM : Humanitarian Situation Monitoring.

<sup>9</sup> La collecte de données a été en pause au mois de juillet (Burkina Faso, Mali, Niger), août (Burkina Faso, Niger) et septembre (Niger).

<sup>10</sup> OCHA. Situation des personnes déplacées internes au Burkina Faso. Novembre 2020. OIM / UNHCR. Matrice de suivi des déplacements (DTM). Rapports mensuels Mali. Janvier – novembre 2020. UNHCR. Sahel situation (Tillabery and Tahoua regions). Niger. Novembre 2020.

**l'accroissement des arrivées récentes de PDI semble avoir ralenti en fin d'année. Dans le même temps, la présence de retournés a été plus fréquemment rapportée par les IC.** Selon les tendances rapportées lors des entretiens qualitatifs, ces mouvements de PDI et de retournés suggèrent des allers-retours fréquents entre localités d'origine et localités d'accueil, ainsi que des conditions qui ne permettent pas un retour définitif.

**Les tendances de déplacements sur l'année mettent en évidence des mouvements de proximité, ainsi qu'un rapprochement des populations vers les centres urbains et péri-urbains.** Ces localités sont jugées plus stables ou présentant de meilleures conditions de vie pour les PDI qui les choisissent, essentiellement suite à des incidents dans leur localité d'origine<sup>11</sup>.

**Les considérations sécuritaires ont été des facteurs centraux des déplacements de populations en 2020 selon les IC, notamment autour des frontières, où l'influence des groupes armés non étatiques a été plus importante.** Si le Niger et le Burkina Faso restent des pays d'accueil pour les réfugiés maliens, des pics de violence ont contraint des populations maliennes à retourner dans leur pays d'origine, malgré l'insécurité grandissante sur les frontières<sup>13</sup>.

Les relations entre populations déplacées et populations locales ont semblé globalement bonnes, bien que très fragiles dans certaines communes notamment à la frontière entre le Mali et le Niger (Tahoua)<sup>12 13</sup>.

## 2. Enjeux et besoins humanitaires sectoriels

Les déplacements, toujours plus nombreux en 2020 et d'ampleur variée, ont été à l'origine de l'exacerbation des besoins humanitaires des populations hôtes et déplacées dans l'ensemble des secteurs humanitaires<sup>14</sup>. D'autres facteurs ont contribué à la dégradation des conditions de vie des ménages : une combinaison de problèmes d'ordre sécuritaire, des aléas climatiques ainsi que de la pandémie du COVID-19 ont impacté les revenus des ménages et le fonctionnement de l'économie locale<sup>15</sup>. Les besoins évoluent selon des zones et au cours de l'année.

- **Protection** : en 2020, les populations ont fait face à une extension de l'influence des groupes armés, et à une multiplication des attaques et des exactions envers les civils<sup>12</sup>. Les régions du nord du Mali ont été sévèrement affectées par ces incidents avec 20% de localités au sein desquelles les IC ont rapporté des incidents visant les populations civiles au cours des 30 derniers jours. **L'ampleur des déplacements de populations dans les zones frontalières souligne le caractère instable du contexte sécuritaire, où les populations les plus fragiles, telles que les femmes et les enfants, sont particulièrement affectées.** Dans l'ensemble du Sahel, les cas de mariages forcés et précoces, ainsi que le nombre de violences basées sur le genre (VBG), ont été parmi les plus élevés au monde sur l'année<sup>16</sup>.
- **Sécurité alimentaire et moyens de subsistance** : Depuis le début de l'année, les populations ont fait face à des conditions climatiques difficiles (alternance entre sécheresse et forte pluviométrie), à un contexte sécuritaire instable et au ralentissement économique lié au COVID-19. **Bien que la situation alimentaire se soit globalement améliorée sur la zone depuis la fin de la période de soudure, de nombreux ménages restent exposés à l'insécurité alimentaire, notamment dans une large majorité des localités évaluées du Loroum, du Soum, d'Anderamboukane et d'Inekar.** En effet, les IC de 42% des localités évaluées ont rapporté que les moyens de subsistance des ménages demeuraient perturbés au moment de la collecte de données. Ces perturbations, souvent liées à l'insécurité, concernent particulièrement l'agriculture de subsistance et destinée à la vente, ainsi que l'élevage et les activités de

<sup>11</sup> REACH. HSM, groupes de discussion. Novembre 2020.

<sup>12</sup> OCHA. Rapport de situation mensuel. Niger. Septembre 2020. OCHA. Rapport de situation mensuel. Burkina Faso. Septembre 2020. OCHA. Rapport de situation mensuel. Mali. Septembre 2020.

<sup>13</sup> Monitoring de protection dans les régions du Sahel, de l'Est, du Centre-Nord, du Nord. Burkina Faso septembre et octobre 2020. Monitoring de protection Mali. Septembre et octobre 2020. Monitoring de protection dans les régions de Tahoua et de Tillabéri. Septembre et octobre 2020.

<sup>14</sup> Les secteurs humanitaires sont les suivants : protection, sécurité alimentaire, moyens de subsistance, santé et nutrition, eau, hygiène et assainissement (EHA), abris et éducation.

<sup>15</sup> REACH. Aperçu de la situation humanitaire au niveau de la zone frontalière entre le Niger, le Mali et le Burkina Faso. Revue des données secondaires. Octobre 2019.

<sup>16</sup> Global Protection Cluster. Les violences basées sur le genre dans le Sahel central - Document de plaidoyer pour la Réunion Ministérielle sur le Sahel Central du 20 octobre 2020. Octobre 2020.

chasse, de pêche et de cueillette. En parallèle, le manque de capital a également freiné la création de nouvelles activités génératrices de revenu (AGR) selon les IC.

- **Santé et nutrition** : D'après les IC, la majorité de la population n'avait toujours pas accès à des infrastructures à distance de marche dans 15% des localités évaluées, avec comme principal facteur explicatif le manque d'infrastructures fonctionnelles et l'absence de personnel médical qualifié. **La rareté des structures opérationnelles, combinée à une faible disponibilité des services d'urgence, n'ont pas permis la prise en charge rapide des patients, avec des risques de mortalité élevés pour les personnes vulnérables** (femmes enceintes, personnes âgées, personnes vivant avec un handicap ou souffrant de maladies chroniques)<sup>17</sup>. Le paludisme était le principal problème de santé rapporté par les IC lors de la dernière collecte de données. La malnutrition est aussi demeurée l'un des principaux problèmes de santé publique, en lien avec la dégradation de la situation alimentaire des ménages en 2020, notamment en raison des perturbations associées à la pandémie du COVID-19 (restrictions d'accès aux marchés, baisse des revenus des ménages).
- **Eau, hygiène et assainissement** : À l'image du secteur de la santé, **les IC ont rapporté que l'accès à l'eau, bien qu'en amélioration par rapport à juin, était insuffisant dans 40% des localités de la zone**. Outre des conditions climatiques difficiles, l'insécurité a empêché les populations d'accéder à leurs sources d'eau habituelles dans de nombreuses localités des régions de l'Est, de Menaka, de Gao et de Tombouctou. Ce manque d'accès a incité les populations à utiliser les eaux de surface (8% des localités évaluées) dont la consommation les expose aux maladies hydriques. En termes d'hygiène et assainissement, l'utilisation de latrines est restée limitée et les techniques de lavage de main, bien que vraisemblablement en hausse suite aux sensibilisations faites dans le cadre des mesures barrières du COVID-19, n'ont pas semblé encore suffisamment répandues<sup>18</sup>. D'après les IC, des difficultés d'accès à l'eau et la cherté du savon représenteraient des facteurs d'entrave à l'adoption de ces pratiques d'hygiène.
- **Abris et biens non alimentaires** : D'après les IC, **les conditions de logement des populations déplacées se sont dégradées depuis juin 2020**. Les besoins en abris ont en effet été exacerbés suite aux inondations et à une pluviométrie particulièrement intense durant la saison des pluies<sup>19</sup>. Au cours des 30 jours ayant précédé la collecte de données de novembre, les IC ont rapporté de nouvelles destructions d'abris dans 9% des localités évaluées, essentiellement liées aux intempéries et aux inondations. Les conflits étaient toutefois à l'origine de destructions de logements dans les localités de l'Est, de Gao, de Menaka et de Mopti. Cette pénurie de logements adéquats augmente la vulnérabilité des populations, particulièrement les plus fragiles (femmes et enfants), aux incidents de protection des qui ont notamment augmenté au Mali tout au long de l'année<sup>20</sup>.
- **Éducation** : Dans le cadre des mesures préventives au COVID-19, la plupart des écoles ont fermé à partir de la fin du mois de mars 2020. Environ 13 millions d'élèves se seraient retrouvés sans accès à l'éducation pendant plusieurs mois<sup>21</sup>. La plupart des écoles sont restées fermées jusqu'à fin août, avec une reprise progressive des cours depuis septembre. Les structures scolaires au Mali ont montré une plus grande résilience, mais de nombreuses écoles étaient encore fermées au Burkina Faso et au Niger en novembre<sup>21 22</sup>. **D'après les IC, les infrastructures éducatives étaient inaccessibles dans 36% des localités évaluées de la zone, principalement en raison de l'insécurité et du manque d'enseignants**. Le corps enseignant et les écoles continuent en effet d'être la cible des attaques par les groupes armés<sup>23</sup>. D'après les IC, les ménages ne disposaient que de très peu de stratégies d'adaptation pour combler

<sup>17</sup> REACH. Aperçu de la situation : Burkina Faso. Aperçu de la situation : Mali Aperçu de la situation : Niger. Juin, octobre 2020.

<sup>18</sup> Cluster WASH. Veille humanitaire, éléments issus des analyses réalisées dans le cadre du Mécanisme de Réponse Rapide (RRM). Mali. Burkina Faso. Niger. 2020.

<sup>19</sup> OCHA. Inondations 2020. Rapport de situation n°01. Burkina Faso. Septembre 2020. OCHA. Bilan des inondations. Flash Update n°02. Niger. Septembre 2020. OCHA. Rapport de situation. Mali. Août 2020.

<sup>20</sup> Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF). Education and COVID-19. WCARO Data. Septembre 2020.

<sup>21</sup> OCHA. Burkina Faso, Mali et Ouest du Niger. Aperçu humanitaire. Septembre, octobre et novembre 2020.

<sup>22</sup> Cluster Education. Aperçu de la réponse humanitaire. Période : janvier 2020 à juillet 2020. Burkina Faso. Août 2020.

<sup>23</sup> Cluster Protection / UNHCR. Monitoring de protection mensuel. Burkina Faso (Nord, Centre-Nord, Sahel, Est). Mali. Niger (Tahoua, Tillabéri). Mai à novembre 2020. Regional operational update – main highlights: West Africa and Central Africa update. August – October 2020. REACH. Aperçu de la situation. Burkina Faso, Mali, Niger. Juin 2020.

l'absence de services éducatifs. En conséquence, les enfants ont principalement aidé leurs parents dans les tâches ménagères ou ont travaillé en dehors de la maison.

- **Communication et accès** : La communication et l'accès à l'information étaient moins aisés dans les zones où les IC ont rapporté l'absence d'un réseau téléphonique stable. Cette absence représente un facteur d'isolement des localités, et empêche les échanges réguliers d'informations entre localités. D'après les IC, **les localités évaluées avaient globalement accès à l'information sur l'assistance humanitaire, exception faite de la région de Menaka et de certaines provinces de la région du Nord (Loroum) et du Sahel (Soum)**. Ces zones demeurent particulièrement difficiles d'accès pour les humanitaires, du fait de la dangerosité des axes (braquages, présence d'engins explosifs improvisés (IED)) et de la présence aléatoire des groupes armés<sup>24</sup>.

---

<sup>24</sup> Cluster Protection / UNHCR. Monitoring de protection mensuel. Burkina Faso (Nord, Centre-Nord, Sahel, Est). Mali. Niger (Tahoua, Tillabéri). Mai à novembre 2020.

## TABLE DES MATIÈRES

|   |           |
|---|-----------|
| <b>RÉSUMÉ .....</b>   | <b>2</b>  |
| Liste des acronymes .....   | 8         |
| Classifications géographiques .....                                       | 9         |
| Liste des figures, tableaux et cartes .....                               | 10        |
| <b>INTRODUCTION .....</b>   | <b>11</b> |
| <b>MÉTHODOLOGIE .....</b>   | <b>12</b> |
| Couverture géographique .....   | 12        |
| Composantes .....   | 14        |
| Défis et limites .....  | 15        |
| <b>RÉSULTATS .....</b>  | <b>16</b> |
| Dynamique de déplacement .....  | 16        |
| Présence des populations déplacées .....                                  | 16        |
| Principaux axes de déplacement .....                                      | 17        |
| Facteurs incitatifs et dissuasifs de déplacements .....                   | 18        |
| Facteurs incitatifs de retour .....                                       | 19        |
| Cohésion sociale entre communautés locales et communautés déplacées ..... | 19        |
| Besoins multisectoriels .....   | 19        |
| Protection .....  | 19        |
| Contexte sécuritaire .....  | 19        |
| Préoccupation en termes de protection .....                               | 21        |
| Sécurité alimentaire et moyens de subsistance .....                       | 21        |
| Sécurité alimentaire .....  | 21        |
| Sources de nourriture et facteurs de perturbation .....                   | 22        |
| Accès aux marchés et variations des prix .....                            | 22        |
| Accès aux moyens de subsistance .....                                     | 23        |
| Impact du COVID-19 sur les revenus et les moyens de subsistance .....     | 25        |
| Santé et nutrition .....  | 26        |

|   |           |
|---|-----------|
| Accès aux services de santé .....   | 26        |
| Principaux problèmes et préoccupation de santé .....  | 27        |
| Nutrition .....   | 28        |
| Eau, hygiène et assainissement .....  | 28        |
| Accès à l'eau .....   | 28        |
| Accès aux latrines.....   | 29        |
| Hygiène.....  | 29        |
| Gestion des déchets .....   | 30        |
| Abris et biens non alimentaires.....  | 30        |
| Type d'abris .....  | 30        |
| Disponibilité des biens non alimentaires .....  | 31        |
| Education.....  | 32        |
| Accès à l'éducation .....   | 32        |
| Stratégie d'adaptation et principales occupations des enfants .....                                     | 33        |
| Communication.....  | 33        |
| Accès à l'information.....  | 33        |
| Principaux défis en terme d'accès .....   | 34        |
| <b>CONCLUSION .....</b>   | <b>35</b> |
| <b>ANNEXES.....</b>   | <b>36</b> |
| Annexe 1 : Principales mesures préventives prises par les gouvernements dans le cadre de la COVID-19 .. | 36        |
| Annexe 2 : Références .....   | 36        |



## Liste des acronymes

|                 |   |
|-----------------|---|
| <b>ACLED</b>    | Armed Conflict Location and Event Data  |
| <b>Admin 2</b>  | Unité administrative de niveau 2  |
| <b>ALG</b>      | Autorité de développement intégrée de la région du Liptako-Gourma   |
| <b>AMSS</b>     | Association Malienne Pour La Survie au Sahel  |
| <b>CILSS</b>    | Comité inter-État de lutte contre la sécheresse au Sahel  |
| <b>COVID-19</b> | Maladie à coronavirus 2019  |
| <b>DDG</b>      | Danish Demining Group   |
| <b>DRC</b>      | Danish Refugee Council  |
| <b>DTM</b>      | Displacement tracking matrix  |
| <b>EFSA</b>     | Emergency Food Security Assessment / Évaluation de la Sécurité alimentaire en situation d'urgence                                   |
| <b>EHA</b>      | Eau, hygiène, assainissement  |
| <b>ERP</b>      | Évaluation rapide de protection   |
| <b>ENSAN</b>    | Enquête Nationale de la Sécurité Alimentaire et de la Nutrition   |
| <b>ENVIAM</b>   | Enquêtes sur la Vulnérabilité à l'Insécurité Alimentaire des Ménages  |
| <b>FEWS NET</b> | Famine Early Warning Systems Network  |
| <b>GANE</b>     | Groupe armé non étatique  |
| <b>HSM</b>      | Humanitarian Situation Monitoring   |
| <b>IC</b>       | Informateur clé   |
| <b>IED</b>      | Improvised Explosive Device / Engin explosif improvisé  |
| <b>INSTAT</b>   | Institut National de la Statistique du Mali   |
| <b>IOM</b>      | International Organisation for Migration / Organisation internationale pour les migrations  |
| <b>IPC</b>      | Integrated Food Security Phase Classification / Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire                          |
| <b>IRC</b>      | International Rescue Committee  |
| <b>MAG</b>      | Malnutrition aiguë globale  |
| <b>MAS</b>      | Malnutrition aiguë sévère   |
| <b>MNSA</b>     | Multi-sectoral needs assessment / Évaluation multisectorielle des besoins   |
| <b>MSA</b>      | Multi-sectoral assessment / Évaluation multisectorielle   |
| <b>MSF</b>      | Médecins Sans Frontières  |
| <b>MVAM</b>     | Mobile Vulnerability Analysis and Mapping / Système d'analyse et de cartographie de la vulnérabilité fondé sur la téléphonie mobile |
| <b>OCHA</b>     | Office for the Coordination of Humanitarian Affairs / Bureau de la coordination des affaires humanitaires                           |
| <b>PDI</b>      | Personne déplacée interne   |
| <b>RRM</b>      | Rapid Response Mechanism / Mécanisme de réponse rapide  |
| <b>UNHCR</b>    | United Nations High Commissioner for Refugees / Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés                               |
| <b>UNICEF</b>   | United Nations Children's Fund / Fonds des Nations Unies pour l'enfance   |
| <b>USAID</b>    | United States Agency for International Development / Agence des États-Unis pour le développement international                      |
| <b>VBG</b>      | Violence basée sur le genre   |
| <b>WFP</b>      | World Food Program / Programme Alimentaire Mondial  |
| <b>WHO</b>      | World Health Organisation   |

## Classifications géographiques

|  |   |
|--|---|
| <b>Région</b>                          | Il s'agit de la division administrative la plus élevée au niveau national. Les régions situées sur la zone frontalière selon la délimitation géographique de cette étude sont les suivantes : Niger (Tillabéri et Tahoua) ; Mali (Ménaka, Gao, Mopti et Tombouctou) ; Burkina Faso (Sahel, Nord, Centre Nord et Est). |
| <b>Province / cercle / département</b> | Il s'agit de la deuxième division administrative (Admin 2). La nomenclature de la division administrative diffère en fonction des pays. La nomenclature utilisée est « département » au Niger ; « province » au Burkina Faso et « cercle » au Mali.   |
| <b>Commune</b>                         | La commune constitue la troisième division administrative.  |
| <b>Localité / village</b>              | Les communes se composent de plusieurs localités ou villages/villes. C'est la division administrative la plus basse.  |

## Liste des graphiques, tableaux et cartes

|  |    |
|--|----|
| <b>Carte 1</b> : Régions évaluées par le projet de suivi de la situation humanitaire dans la région frontalière entre le Burkina Faso, le Mali et le Niger.....  | 12 |
| <b>Carte 2</b> : Proportion de localités évaluées où les IC ont rapporté l'arrivée de personnes déplacées internes et/ou réfugiées au cours des 30 derniers jours :.....   | 16 |
| <b>Carte 3</b> : Proportion de localités évaluées où les IC ont rapporté que la majorité de la population ne s'est pas sentie en sécurité au cours des 30 derniers jours :.....  | 20 |
| <b>Carte 4</b> : Pourcentage de localités évaluées où la majorité de la population n'avait pas accès à suffisamment de nourriture au cours des 30 derniers jours, selon les IC :.....  | 22 |
| <b>Carte 5</b> : Pourcentage de localités évaluées où la majorité de la population n'avait pas accès ses moyens de subsistance au cours des 30 derniers jours selon les IC :.....  | 24 |
| <b>Carte 6</b> : Proportion de localités évaluées où les IC ont rapporté que la majorité de la population n'avait pas accès à des services de santé fonctionnels à distance de marche au cours des 30 derniers jours :.....  | 26 |
| <b>Carte 7</b> : Proportion de localités évaluées où les IC ont rapporté que la majorité de la population n'avait pas accès à suffisamment d'eau pour combler les besoins du ménage au cours des 30 derniers jours :.....  | 28 |
| <b>Carte 8</b> : Proportion de localités évaluées où les IC ont rapporté que la majorité de la population n'accédait pas à des services éducatifs à distance de marche au cours des 30 derniers jours :.....   | 32 |
| <b>Carte 9</b> : Proportion de localités évaluées où la majorité de la population avait des difficultés à accéder à des informations quant à l'aide humanitaire disponible dans la zone au cours des 30 derniers jours selon les IC :....                          | 34 |
| <br>   |    |
| <b>Graphique 1</b> : Principales admin 2 où les IC ont rapporté la présence de retournés au cours des 30 jours précédant la collecte de novembre 2020 :.....   | 17 |
| <b>Graphique 2</b> : Principales admin 2 où les IC ont rapporté des incidents à l'encontre de populations civiles au cours des 30 jours précédant la collecte de novembre 2020, en pourcentage des localités évaluées :.....                                       | 20 |
| <b>Graphiques 3a et 3b</b> : Pourcentages de localités évaluées où la majorité de la population n'avait accès à un marché à distance de marche (3a) et principales barrières (3b) au cours des 30 jours précédant la collecte de novembre 2020 selon les IC :..... | 23 |
| <b>Graphique 4</b> : Principales barrières d'accès aux services de santé au cours du mois précédent selon les IC, par proportion de localités évaluées au cours des 30 jours précédant la collecte de novembre 2020 :.....   | 27 |
| <b>Graphique 5</b> : Proportion de localités évaluées où la majorité de la population avait recours à la défécation à l'air libre au cours des 30 jours précédant la collecte de novembre 2020, selon les IC :.....  | 29 |
| <b>Graphique 6</b> : Proportion de localités évaluées où la majorité de la population se lavait les mains avec du savon ou de la cendre au cours des 30 jours précédant la collecte de novembre 2020, selon les IC :.....  | 30 |
| <b>Graphique 7</b> : Proportion de localités évaluées où les IC ont rapporté que la majorité de la population déplacée interne vivait dans des abris précaires au cours des 30 jours précédant la collecte de novembre 2020 :.....                                 | 31 |
| <b>Graphique 8</b> : Pourcentage de localités où les IC ont rapporté des difficultés d'accès à l'information / une absence de réseau stable dans les localités évaluées au cours des 30 jours précédant la collecte de novembre 2020, selon les IC :.....          | 34 |
| <br>   |    |
| <b>Tableau 1</b> : Nombre de localités évaluées et taux de couverture par admin 2 en novembre 2020 :.....  | 13 |
| <b>Tableau 2</b> : Principales raisons rapportées par les IC pour expliquer la présence de PDI et de réfugiés dans la localité au cours des 30 jours précédant la collecte de novembre 2020 en pourcentage de localités évaluées ...                               | 18 |
| <b>Tableau 3</b> : Principales préoccupations en matière de protection de la majorité de la population au cours des 30 jours précédant la collecte de novembre 2020, selon les IC (% de localités évaluées) :.....   | 21 |
| <b>Tableau 4</b> : Principales activités perturbées <sup>85</sup> et principaux freins selon les IC, en pourcentage de localités évaluées dans la zone des « 3 Frontières », au cours des 30 jours précédant la collecte de novembre 2020 :.....                   | 24 |
| <b>Tableau 5</b> : Proportion de localités évaluées par principales méthodes de traitement des ordures, au cours des 30 jours précédant la collecte de novembre 2020, selon les IC :.....  | 30 |
| <b>Tableau 6</b> : Articles non alimentaires non disponibles et dont la majorité de la population avait le plus besoin au cours des 30 jours précédant la collecte de novembre 2020, selon les IC, en pourcentage de localités évaluées :.....                     | 32 |

## INTRODUCTION

La zone frontalière entre le Burkina Faso, le Mali et le Niger est caractérisée depuis quelques années par un climat d'insécurité lié à la présence de groupes armés, à la criminalité et à la montée des tensions entre les communautés<sup>25</sup>. **À la suite de la crise sécuritaire au Mali en 2012, le contexte sécuritaire s'est progressivement dégradé d'abord au Niger en 2018, et par la suite au Burkina Faso en 2019** du fait de la recrudescence des affrontements entre groupes armés<sup>26</sup>, de la criminalité et des pics de violence liés aux conflits intercommunautaires<sup>27</sup>. Cette situation a engendré de nombreux déplacements de populations : au 31 octobre 2020, près de 1,4 million de personnes déplacées internes (PDI) était recensé dans la zone frontalière située entre le Burkina Faso, le Mali et le Niger<sup>28</sup>. **Ces mouvements exacerbent la vulnérabilité des personnes qui se déplacent, dans un contexte où les populations locales doivent également faire face à des conditions climatiques difficiles et à une pauvreté persistante**<sup>29</sup>. De plus, les populations accusent le choc d'une crise socio-économique déclenchée par l'état d'urgence dans certaines communes qui a impacté les activités économiques<sup>30</sup>. **En 2020, le contexte lié au COVID-19 est venu accentuer davantage la vulnérabilité des populations déplacées et des communautés hôtes, créant des besoins dans l'ensemble des secteurs d'intervention humanitaires**<sup>31</sup>.

**Cette augmentation des besoins intervient dans un contexte où les acteurs humanitaires sont confrontés à de nombreux défis logistiques, géographiques et sécuritaires.** L'assistance humanitaire est soumise à de multiples aléas et l'accessibilité aux populations affectées reste difficile dans certaines localités, avec notamment d'importantes lacunes d'informations sur la nature et la sévérité des besoins des populations affectées entravent la réponse à la crise humanitaire qui affecte la région<sup>32 33</sup>. **Depuis novembre 2019, le suivi de la situation humanitaire (HSM) dans la zone frontalière entre le Burkina Faso, le Mali et le Niger a donc été mis en place avec le soutien de l'Agence des Etats-Unis pour le développement international (USAID), afin de pouvoir mieux comprendre les déplacements de populations, ainsi que d'identifier les besoins multisectoriels présents dans cette zone et d'en comprendre les grandes tendances.** Dans ce contexte, les clusters sont régulièrement consultés afin de garantir la pertinence des outils, et répondre aux besoins aux mieux à l'évolution des besoins en informations de la communauté humanitaire.

Dans le cadre du projet HSM, cette évaluation s'appuie sur les résultats issus de la dernière collecte de données réalisée du 9 au 30 novembre 2020. L'analyse des données a pour objectif d'esquisser les principales tendances de déplacements de populations et de l'évolution des besoins multisectoriels humanitaires en 2020 sur les 10 régions ciblées par le HSM, à savoir : le Centre-Nord, le Nord, l'Est et le Sahel (Burkina Faso) ; Gao, Menaka, Mopti et Tombouctou (Mali) ; Tahoua et Tillabéri (Niger). Ces résultats sont complétés et discutés à la lumière de données secondaires, afin de permettre une compréhension plus fine des tendances mises en évidence.

Ce rapport est structuré en deux axes principaux :

- Les dynamiques de déplacements
- Les besoins humanitaires multisectoriels

<sup>25</sup> Crisis Group. Frontière Niger-Mali : mettre l'outil militaire au service d'une approche politique. Juin 2019.

<sup>26</sup> Assessment Capacities Project (ACAPS). Conflict and displacement in Mali, Niger and Burkina Faso. Mars 2019.

<sup>27</sup> Resilience Common Analysis and Prioritization (RCAP). Analyse préliminaire des risques, des vulnérabilités et des actifs de résilience dans la région du Liptako-Gourma. Février 2019.

<sup>28</sup> Bureau de la coordination des affaires humanitaires (OCHA). Situation des personnes déplacées internes au Burkina Faso. Novembre 2020. Organisation internationale pour les migrations (OIM) / Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR). Matrice de suivi des déplacements (DTM). Rapports mensuels Mali. Janvier – novembre 2020. UNHCR. Sahel situation (Tillabery and Tahoua regions). Niger. Novembre 2020.

<sup>29</sup> RCAP. Analyse préliminaire des risques, des vulnérabilités et des actifs de résilience dans la région du Liptako-Gourma. Février 2019.

<sup>30</sup> Agence Nigérienne de presse. Niger : nouvelle prorogation de l'état d'urgence dans les régions de Diffa, Tahoua et Tillabéri. 21 juin 2019. Le monde Afrique. Au Burkina Faso, l'état d'urgence prolongé de 6 mois. 12 juillet 2019. VOA Afrique. L'état d'urgence à nouveau prolongé d'un an au Mali. 28 octobre 2018.

<sup>31</sup> ACAPS. Vulnerabilities to COVID-19 containment measures in Burkina Faso, Mali and Niger. Avril 2020.

<sup>32</sup> REACH. Aperçu préliminaire de la situation humanitaire dans la zone frontalière entre le Niger, le Mali et le Burkina Faso. Octobre 2019.

<sup>33</sup> REACH. Aperçu de la situation humanitaire au niveau de la zone frontalière entre le Niger, le Mali et le Burkina Faso. Octobre 2019.

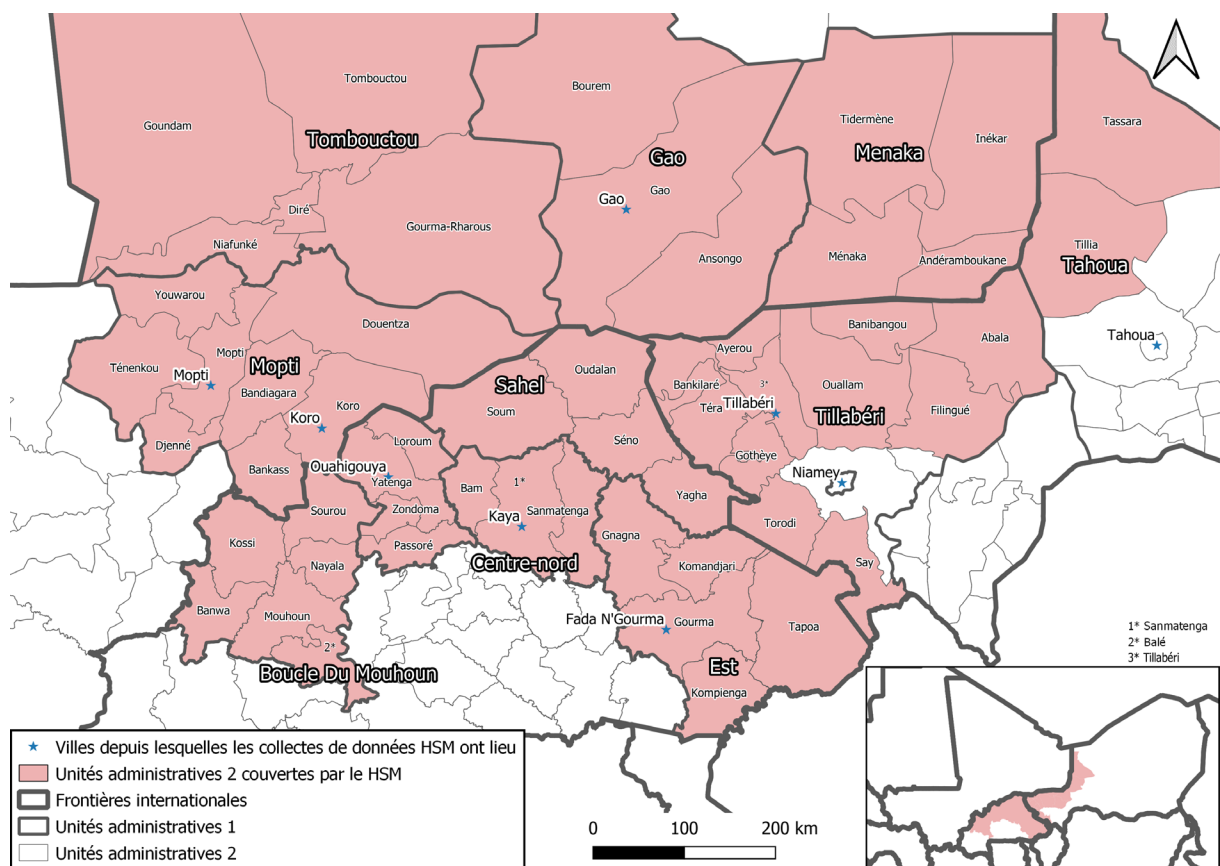


## METHODOLOGIE

Cette étude a pour objectif de rendre compte de l'évolution des besoins humanitaires dans la zone frontalière entre le Burkina Faso, le Mali, et le Niger en 2020. Elle s'appuie sur le suivi de la situation humanitaire (HSM), qui est un système de collecte de données mensuel mis en place par REACH et basé sur la méthodologie 'Area of knowledge' ou 'Zone de connaissance'<sup>34</sup>. Il a pour objectif de collecter, analyser et partager des informations actualisées concernant les besoins humanitaires multisectoriels dans la région, y compris dans les zones difficilement accessibles. Les résultats présentés dans cette étude sont issus de la collecte de données ayant eu lieu entre le 9 et le 30 novembre 2020, et sont complétés par des groupes de discussion ayant eu lieu à la même période dans les trois pays. Les évolutions tendancielle 2020 sont par ailleurs enrichies à l'aide d'une revue détaillée des données secondaires.

### Couverture géographique

Carte 1 : Régions évaluées par le projet de suivi de la situation humanitaire dans la région frontalière entre le Burkina Faso, le Mali et le Niger



<sup>34</sup> Cette méthodologie a été développée au Sud Soudan par REACH. Des détails supplémentaires sont disponibles [ici](#).

Tableau 1 : Nombre de localités évaluées et taux de couverture par admin 2 en novembre 2020<sup>35</sup> :

| Pays         | Région            | Admin 2        | # total de localités | # total de localités évaluées | Couverture <sup>36</sup> |
|--------------|-------------------|----------------|----------------------|-------------------------------|--------------------------|
| Burkina Faso | Boucle du Mouhoun | ALL            | 964                  | Non évaluée                   | ND                       |
| Burkina Faso | Centre-Nord       | Bam            | 271                  | 25                            | 9,2%                     |
| Burkina Faso | Centre-Nord       | Namentenga     | 275                  | 28                            | 10,2%                    |
| Burkina Faso | Centre-Nord       | Sanmatenga     | 629                  | 47                            | 7,5%                     |
| Burkina Faso | Est               | Gnagna         | 409                  | 55                            | 12,9%                    |
| Burkina Faso | Est               | Gourma         | 293                  | 57                            | 17,9%                    |
| Burkina Faso | Est               | Komondjari     | 124                  | 21                            | 16,9%                    |
| Burkina Faso | Est               | Kompienga      | 31                   | 12                            | 32,4%                    |
| Burkina Faso | Est               | Tapoa          | 348                  | 44                            | 12,2%                    |
| Burkina Faso | Nord              | Loroum         | 165                  | 32                            | 19,0%                    |
| Burkina Faso | Nord              | Passore        | 313                  | 31                            | 9,8%                     |
| Burkina Faso | Nord              | Yatenga        | 411                  | 88                            | 21,2%                    |
| Burkina Faso | Nord              | Zondoma        | 128                  | 20                            | 15,5%                    |
| Burkina Faso | Sahel             | Oudalan        | 285                  | 26                            | 9,1%                     |
| Burkina Faso | Sahel             | Seno           | 320                  | 29                            | 9,1%                     |
| Burkina Faso | Sahel             | Soum           | 478                  | 38                            | 7,9%                     |
| Burkina Faso | Sahel             | Yagha          | 262                  | 24                            | 9,2%                     |
| Mali         | Gao               | Ansongo        | 159                  | 45                            | 28,0%                    |
| Mali         | Gao               | Bourem         | 189                  | 43                            | 22,8%                    |
| Mali         | Gao               | Gao            | 226                  | 89                            | 38,7%                    |
| Mali         | Menaka            | Anderamboukane | 18                   | 9                             | 36,0%                    |
| Mali         | Menaka            | Inekar         | 14                   | 8                             | 40,0%                    |
| Mali         | Menaka            | Menaka         | 19                   | 11                            | 39,3%                    |
| Mali         | Menaka            | Tidermene      | 13                   | 12                            | 54,5%                    |
| Mali         | Mopti             | Bandiagara     | 592                  | 38                            | 6,4%                     |
| Mali         | Mopti             | Bankass        | 441                  | 29                            | 6,6%                     |
| Mali         | Mopti             | Djenne         | 300                  | 34                            | 11,3%                    |
| Mali         | Mopti             | Doventza       | 346                  | 36                            | 10,4%                    |
| Mali         | Mopti             | Koro           | 482                  | 30                            | 6,2%                     |
| Mali         | Mopti             | Mopti          | 384                  | 32                            | 8,3%                     |
| Mali         | Mopti             | Tenenkou       | 355                  | 32                            | 9,0%                     |
| Mali         | Mopti             | Youwarou       | 233                  | 15                            | 6,4%                     |
| Mali         | Tombouctou        | Dire           | 122                  | 21                            | 17,2%                    |
| Mali         | Tombouctou        | Goundam        | 179                  | 22                            | 12,2%                    |
| Mali         | Tombouctou        | Gourma-Rharous | 171                  | 24                            | 14,0%                    |
| Mali         | Tombouctou        | Niafunke       | 345                  | 17                            | 4,9%                     |
| Mali         | Tombouctou        | Tombouctou     | 124                  | 14                            | 10,8%                    |
| Niger        | Tillabéri         | Abala          | 284                  | 27                            | 9,5%                     |
| Niger        | Tillabéri         | Ayerou         | 176                  | 13                            | 7,4%                     |
| Niger        | Tillabéri         | Banibangou     | 208                  | 13                            | 6,3%                     |
| Niger        | Tillabéri         | Bankilare      | 158                  | 7                             | 4,4%                     |
| Niger        | Tillabéri         | Filingue       | 629                  | 56                            | 8,9%                     |
| Niger        | Tillabéri         | Gotheye        | 454                  | 36                            | 7,9%                     |
| Niger        | Tillabéri         | Ouallam        | 988                  | 74                            | 7,5%                     |
| Niger        | Tillabéri         | Say            | 388                  | 39                            | 10,1%                    |
| Niger        | Tillabéri         | Tera           | 678                  | 48                            | 7,1%                     |
| Niger        | Tillabéri         | Tillabéri      | 547                  | 71                            | 13,0%                    |
| Niger        | Tillabéri         | Torodi         | 347                  | 31                            | 8,9%                     |
| Niger        | Tahoua            | Tassara        | 46                   | 23                            | 46,9%                    |
| Niger        | Tahoua            | Tillia         | 48                   | 25                            | 46,3%                    |

<sup>35</sup> Unité administrative 2. Correspond à la province pour le Burkina Faso, au cercle pour le Mali et au département pour le Niger. Étant donné que l'unité administrative 2 porte un nom différent dans les trois pays concernés, (la province au Burkina Faso, le département au Niger et le cercle au Mali), le terme 'admin 2' sera utilisé dans ce rapport pour se référer à ce niveau administratif.

<sup>36</sup> Les admin 2 dont le seuil de collecte de données est inférieur à 5% sont exclues des analyses.

## Composantes

**Entretiens avec des informateurs clés (IC) :** Les données quantitatives ont été collectées au niveau des localités, au travers d'entretiens avec des IC sélectionnés sur la base de leurs connaissances récentes et approfondies de la localité évaluée (moins d'un mois). Les entretiens ont lieu en personne ou par téléphone depuis les villes où sont basés les enquêteurs (voir sur la carte 1 les « bases régionales »). Les données sont ensuite agrégées au niveau de la localité, de l'unité administrative 2 (province, cercle, département) et de la région. Elles sont rapportées lorsqu'au moins 5% des localités de l'admin 2 ont été évaluées (voir tableau 1). Les collectes de données ont eu lieu simultanément dans les trois pays entre le 9 et le 30 novembre 2020, soit un échantillon total de 1 601 IC.

**Groupes de discussion :** Pour approfondir les informations fournies par les IC, des groupes de discussion ont été réalisés dans certaines localités avec des IC et/ou des membres de la population déplacée.

Deux types de groupes de discussion ont été mis en place :

- Des ateliers de cartographie participative, afin de mieux comprendre les dynamiques de déplacement des populations.
- Des discussions sur les vulnérabilités, l'accès aux ressources et aux services et les besoins multisectoriels.

Au mois de novembre 2020, ces entretiens ont eu lieu pour évaluer les admin 2 et/ou communes suivantes :

- **Burkina Faso** : provinces de Seno (Gorgadji, Bani), du Soum (Arbinda, Kelbo), du Loroum (Solle), de Gourma (Fada N'Gourma, Matiacoali), de Passore (Yako) et de Tapoa (Botou).
- **Mali** : cercles de Koro (Dinangourou, Dioungani, Yoro) et de Youwarou (Dongo, Farimake, N'dodjiga, Sah), de Bourem (Bamba) et d'Ansongo (Bara).
- **Niger** : départements de Banibangou (Banibangou), de Ouallam (Tondikiwindi), de Tillia (Tillia) et de Tassara (Tassara).

**Revue des données secondaires :** Cette étude s'appuie également sur les systèmes de collecte de données existants dans les trois pays afin d'expliquer les tendances constatées dans les données collectées.

Les systèmes de collecte de données existants incluent :

- Les rapports d'analyse de monitoring de protection : [Burkina Faso](#), [Mali](#), [Niger](#) (HCR / cluster protection)
- Les évaluations multisectorielles (organisations non-gouvernementales (ONG) / Mécanisme de réponse rapide (RRM) / clusters)
- Les évaluations multisectorielles des besoins [Burkina Faso](#), [Niger](#) ([REACH](#))<sup>37</sup>
- Les évaluations rapides de protection (ERP)
- Les bulletins sur la sécurité alimentaire (Programme alimentaire mondial (WFP) / Système d'analyse et de cartographie de la vulnérabilité fondé sur la téléphonie mobile ([MVAM](#)))
- Le Displacement tracking matrix ([IOM](#))
- Le suivi des réfugiés ([HCR](#))
- Les bulletins d'informations des agences des Nations Unies sur la situation humanitaire : [Burkina Faso](#), [Mali](#), [Niger](#), [région](#) (OCHA, HCR, Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF))
- Les données issues des résultats du Cadre Harmonisé (Comité inter-État de lutte contre la sécheresse au Sahel ([CILSS](#)))

<sup>37</sup> Multisectoral needs assessment (MSNA). Ces évaluations sont disponibles pour le Niger et le Burkina Faso uniquement.

## Défis et limites

- La méthodologie utilisée dans le cadre du HSM ne repose pas sur un échantillonnage aléatoire. Par conséquent, les résultats ne peuvent pas être généralisés à l'échelle de la commune, de l'admin 2 ou de la région. **Les résultats présentés doivent donc être considérés comme indicatifs.**
- La couverture géographique est limitée et repose sur la présence et la disponibilité des IC. Au moment de la collecte de données, il est possible de ne pas trouver des IC disponibles et disposant des connaissances suffisantes pour évaluer un éventail de localités. Il est donc possible que les localités les plus isolées et les plus difficiles d'accès représentent une plus faible proportion que les principaux centres urbains et péri-urbains au sein de l'échantillon.
- L'échantillon d'IC de novembre 2020 était composé de 27% de femmes et de 72% d'hommes, ce qui peut également introduire un biais<sup>38</sup>.
- Ce travail s'est parfois heurté aux différences dans les méthodologies utilisées dans les sources secondaires, à l'hétérogénéité dans la temporalité ou de périmètre des données collectées.

---

<sup>38</sup> Cette répartition varie d'un pays à l'autre. Les IC femmes représentent 31% de l'échantillon au Burkina Faso, 43% au Mali et 12% au Niger.



## RESULTATS

Cette étude se base sur les résultats issus de la collecte de données réalisée dans le cadre du projet HSM en novembre 2020. Ces données sont enrichies à l'aide des groupes de discussion menés dans le cadre du même projet, ainsi que sur des données secondaires relatives aux dynamiques de déplacement, aux besoins multisectoriels, et aux défis concernant l'accès des humanitaires aux populations dans le besoin.

L'étude est structurée par section : tout d'abord, elle traite des dynamiques de déplacement, puis de l'évolution des besoins multisectoriels des populations. Le périmètre est la zone des « 3 Frontières » (détaillée plus haut), et la temporalité est l'année 2020. L'analyse des besoins est structurée par secteurs : sécurité alimentaire et moyens de subsistance, santé et nutrition, eau, hygiène et assainissement (EHA), abris et biens non alimentaires, éducation, communication.

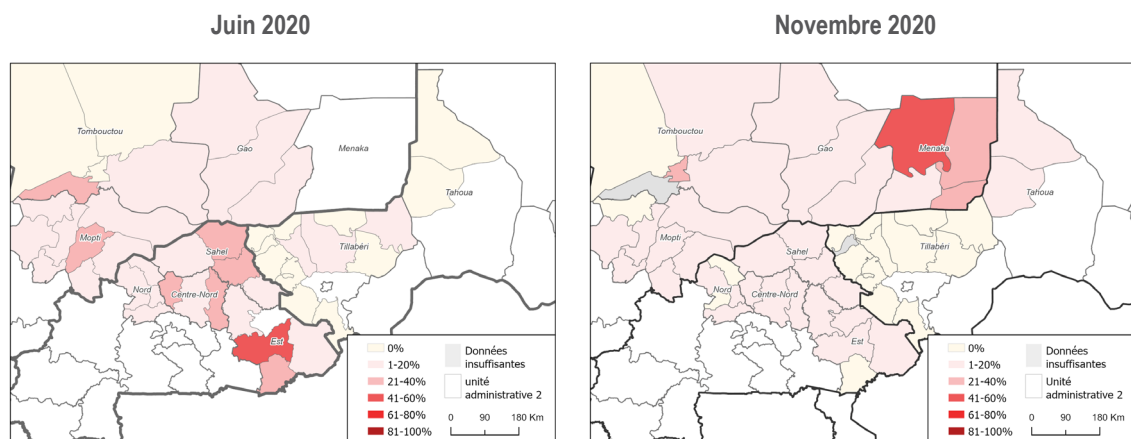
## Dynamiques de déplacement

### Présence des populations déplacées

L'insécurité qui sévit dans la zone frontalière entre le Burkina Faso, le Mali et le Niger continue d'être à l'origine de nombreux déplacements de populations. Depuis le début de l'année 2020, le nombre de PDI a progressé de +56%, passant de 871 000 à 1,4 million de PDI entre janvier et octobre, avec un accroissement plus rapide au Burkina Faso. Les trois régions concentrant le plus de PDI étaient le Centre-Nord et le Sahel (Burkina Faso), Mopti (Mali) et Tillabéri (Niger) : à elles seules, ces régions ont accueilli plus des trois quarts des PDI de la zone frontalière<sup>39</sup>.

Le nombre d'arrivées récentes de PDI semblent cependant s'être réduit en fin d'année : les IC ont en effet déclaré la présence de PDI arrivés au cours du dernier mois<sup>43</sup> dans 10% des localités évaluées du Mali, dans 5% des localités évaluées du Burkina Faso, et dans 1% des localités évaluées au Niger. **Les zones frontalières telles qu'Anderamboukane, Inekar, Tidermene ainsi que le cercle de Dire font figure d'exception, avec plus de 50% de localités évaluées accueillant des PDI récemment arrivées selon les IC.** Ces régions sont en effet caractérisées par l'extension de l'influence des groupes armés, ce qui provoque de nombreux déplacements entre les départements de Tassara, Tillia (Tahoua) et les cercles de la région de Menaka<sup>40</sup>. Cette instabilité aux frontières est également à l'origine de la présence de nombreux réfugiés maliens au Niger, dont le nombre atteignait presque 60 000 au 31 octobre 2020<sup>41</sup> ainsi qu'au Burkina Faso<sup>42</sup>.

Carte 2 : Proportion de localités évaluées où les IC ont rapporté l'arrivée de personnes déplacées internes et/ou réfugiées au cours des 30 derniers jours<sup>43 44</sup> :



<sup>39</sup> OCHA. Situation des personnes déplacées internes au Burkina Faso. Novembre 2020. OIM / UNHCR. Matrice de suivi des déplacements (DTM). Rapports mensuels Mali. Janvier – novembre 2020. UNHCR. Sahel situation (Tillabéri and Tahoua regions). Niger. Novembre 2020.

<sup>40</sup> Cluster Protection / UNHCR. Monitoring de protection mensuel. Burkina Faso (Nord, Centre-Nord, Sahel, Est). Mali. Niger (Tahoua, Tillabéri). Mai à novembre 2020.

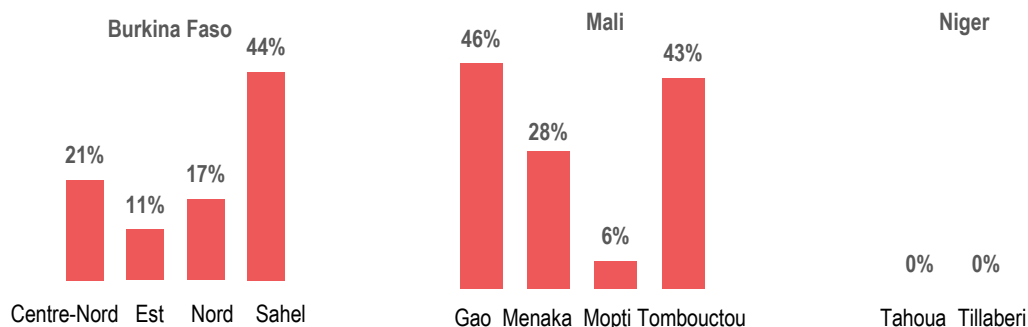
<sup>41</sup> UNHCR. Données sur les réfugiés. Octobre 2020.

<sup>42</sup> The Jamestown Foundation. Nicholas Lazarides. "Burkina Faso: Jihadists' Ethnic Strategy and the Koglweogo Problem", in Terrorism Monitor. Vol. 17, Issue 23. Décembre 2019.

<sup>43</sup> Dans tout le rapport, les 30 derniers jours renvoient aux 30 jours ayant précédé le jour de l'entretien avec l'IC.

<sup>44</sup> La région de Menaka est couverte depuis août 2020 par le projet HSM. Cette région n'apparaît donc pas dans les cartes de juin 2020.

Graphique 1 : Principales admin 2 où les IC ont rapporté la présence de retournés au cours des 30 jours précédant la collecte de données de novembre 2020 :



En parallèle, les retours semblent avoir été plus fréquemment rapportés dans les localités visées par la dernière collecte de données par rapport à la collecte de données de juin 2020. La présence de retournés était rapportée par les IC dans 17% des localités évaluées au cours des 30 jours précédant la collecte de données de novembre 2020. Cette proportion était plus importante dans les régions de Gao, de Tombouctou et du Sahel (voir graphique 1). Elle dépassait les 40% dans les admin 2 de Bourem (49%), de Goundam (45%), de Gao (49%), d'Inekar (50%), de Yagha (50%), de Dire (52%), du Loroum (69%) et du Soum (74%). Selon les IC, ces mouvements dataient de plus d'un mois, sauf dans le Loroum, où des mouvements de retour importants (plus de 50 personnes) ont été recensés dans plus des trois quarts des localités. Au Burkina Faso, ces mouvements semblent avoir été d'une plus grande ampleur qu'ailleurs : en effet, les retournés représentent plus de la moitié de la population actuelle dans 19% des localités évaluées du Centre-Nord, dans 27% des localités évaluées du Sahel et dans 48% des localités du Nord selon les IC. Dans les provinces de Seno, du Soum, du Loroum et de Sanmatenga, plus d'une localité évaluée sur huit serait principalement composée de populations retournées.

## Principaux axes de déplacement

Les ateliers de cartographie participative mis en place au sein du projet HSM ainsi que les monitoring de protection et ERP existantes permettent de mettre en évidence quelques tendances :

- **Depuis le début de l'année, les données collectées et les données secondaires convergent sur le fait que la grande majorité des déplacements se déroule sur de courtes distances.** Les IC ont en effet rapporté que les PDI de plus de 80% des localités évaluées étaient arrivées d'une localité située dans la même admin 2 au cours des 30 jours précédant la collecte de données. Selon les propos issus des groupes de discussion, les déplacements seraient essentiellement motivés par l'insécurité relative à la présence de groupes armés actifs (Burkina Faso et Mali), les conflits communautaires (Mopti) et la forte criminalité (Gao). Au Niger, les IC n'ont rapporté aucun mouvement de populations récent lors de la dernière collecte de données. En effet, les déplacements semblent être variables selon les mois, comme le montrent plusieurs ERP. Par exemple, les sites de Kandadji / Sanguille / Famale (Dessa, Tillabéri) ont accueilli plusieurs vagues de PDI en provenance de différents villages des communes de Dessa et d'Inates (Tillabéri)<sup>45</sup>.
- **Les mouvements de proximité semblent avoir favorisé, dans de nombreux cas, un rapprochement des populations vers les centres urbains.** Les groupes de discussion ont permis de mettre en évidence une convergence des populations vers les chefs-lieux des cercles ou des régions, villes considérées comme plus stables et avec de meilleures opportunités de travail. Différentes sources secondaires confirment cette tendance dans les trois pays. Au Mali, les rapports DTM de juillet et d'octobre 2020 indiquent que plus de 9 sites d'accueil des PDI sur 10 seraient situés en milieu urbain ou péri-urbain. Au Niger, plusieurs vagues successives de PDI issues des 22 localités de Makaloni (Torodi, Tillabéri) ont

<sup>45</sup> Danish Refugee Council / Danish Demining Group (DRC/DDG). Évaluation Rapide de Protection (ERP). Village de Kandadji, commune de Dessa, département de Tillabéri, région de Tillabéri, Niger. Avril, mai 2020. Site de Famale, commune de Dessa, département de Tillabéri, Région de Tillabéri, Niger. Avril 2020. Village de Torodi, département de Torodi, région de Tillabéri, Niger. Juin 2020. Site de Sanguille, commune de Dessa, département de Tillabéri, région de Tillabéri, Niger. Novembre 2020.

choisi la ville de Torodi (Torodi, Tillberi) comme lieu d'accueil<sup>46</sup>. Au Burkina Faso, les rapports et alertes du RRM indiquent également que les PDI auraient tendance à se déplacer depuis leurs localités d'origine vers le chef-lieu le plus proche<sup>47</sup>.

- **Au Burkina Faso, si les déplacements intra régionaux ont été majoritaires, des déplacements couvrant de plus grandes distances déjà identifiés en 2019 se sont poursuivis en 2020<sup>48</sup>.** Les ateliers de cartographie participative ont mis en évidence des mouvements de populations du Soum et du Seno (Sahel) vers la région du Centre-Nord. Cette dynamique semble confirmée par une évaluation territoriale de la ville de Kaya<sup>49</sup> (Centre-Nord). La ville accueillerait de nombreuses PDI arrivant des provinces du Soum (95%) et de Seno (5%) (Sahel), fuyant les violences dans les localités d'origine. La dégradation du contexte sécuritaire semble donc à l'origine de mouvements nord – sud couvrant de plus grandes distances au Burkina Faso.

## Facteurs incitatifs et dissuasifs de déplacements

**Les considérations sécuritaires expliqueraient la plupart des déplacements au cours de l'année 2020.** Les IC ont indiqué que la violence dans la localité de départ, l'instabilité du contexte sécuritaire (déplacements préventifs) et les tensions communautaires constituaient les principaux motifs de déplacements des PDI et réfugiés.

Tableau 2 : Principales raisons rapportées par les IC pour expliquer la présence de PDI et de réfugiés dans la localité au cours des 30 jours précédant la collecte de données de novembre 2020, en pourcentage de localités évaluées<sup>50</sup>

|                                     | PDI | Réfugiés |
|-------------------------------------|-----|----------|
| Violence dans la localité de départ | 65% | 95%      |
| Déplacement préventif               | 20% | 5%       |
| Tensions communautaires             | 11% | 0%       |

Selon les IC, la violence dans la localité de départ était un facteur de déplacement interne important, notamment au Burkina Faso et au Niger, dans les régions du Centre-Nord (reportée dans 90% des localités évaluées), du Nord (98%), du Sahel (88%) et de Tillabéri (83%). Cette tendance se retrouve au niveau transfrontalier, où les déplacements semblaient survenir à la suite d'attaques. Des mouvements ont par exemple été enregistrés ponctuellement entre Chinagodar (Niger) et Anderamboukane et Menaka (Mali) au début de l'année, ou de façon plus continue entre les zones frontalières du Niger et le cercle d'Ansongo (Mali). Certains Maliens réfugiés au Burkina Faso sont également revenus au Mali suite à la dégradation du contexte sécuritaire au cours du deuxième trimestre 2020<sup>51 52 53</sup>.

Au Mali, les déplacements liés à la violence (33% des localités évaluées) étaient, selon les IC, tout aussi importants que les déplacements préventifs (34% des localités évaluées). En effet, selon les IC participant aux groupes de discussion, la présence des groupes armés et la criminalité ont incité les populations à se déplacer, même en l'absence d'incidents déclarés. Par ailleurs, les tensions communautaires ont été un facteur de déplacement important dans les régions de Menaka (22%) et de Mopti (36%) selon les IC. Le nombre d'incidents communautaires s'est toutefois stabilisé sur la fin de l'année en comparaison aux pics de violence du premier

<sup>46</sup> DRC/DDG. ERP. Village de Kandadji, commune de Dessa, département de Tillabéri, région de Tillabéri, Niger. Avril, mai 2020. Site de Famale, commune de Dessa, département de Tillabéri, Région de Tillabéri, Niger. Avril 2020. Village de Torodi, département de Torodi, région de Tillabéri, Niger. Juin 2020. Site de Suinguile, commune de Dessa, département de Tillabéri, région de Tillabéri, Niger. Novembre 2020.

<sup>47</sup> Le RRM vise à apporter une réponse rapide aux personnes affectées par un choc (conflit ou catastrophe naturelle).

<sup>48</sup> REACH. Aperçu de la situation humanitaire au niveau de la zone frontalière entre le Niger, le Mali et le Burkina Faso. Octobre 2019.

<sup>49</sup> REACH. Évaluation territoriale de la ville de Kaya. Burkina Faso. Novembre 2020.

<sup>50</sup> Pourcentage calculé sur le nombre total des localités dans lesquelles les IC ont rapporté la présence de ces groupes de populations dans la localité au cours des 30 jours précédant la collecte de données.

<sup>51</sup> Gouvernement du Mali, Cluster Protection et partenaires. ERP. Cercle d'Anderamboukane, région de Menaka, Mali. Février 2020.

<sup>52</sup> Cluster Protection / UNHCR. Monitoring de protection mensuel. Burkina Faso (Nord, Centre-Nord, Sahel, Est). Mali. Niger (Tahoua, Tillabéri). Mai à novembre 2020.

<sup>53</sup> Gouvernement du Mali, Cluster Protection et partenaires. ERP. Commune de Tessit, cercle d'Ansongo, région de Gao, Mali. Septembre 2020.

semestre : les négociations de paix entre communautés Peuhls et Dogons dans les cercles de Bandiagara, de Bankass et de Koro pourraient expliquer cette tendance<sup>54</sup>.

Enfin, au Niger, d'autres facteurs ont été à l'origine de nombreux déplacements de façon plus spécifique. Par exemple, Tillia (Tahoua), a été une zone d'accueil régulière de nombreuses populations en raison des conflits communautaires<sup>55</sup>. Les inondations ont aussi été à l'origine des déplacements dans certains départements comme celui Say (Tillabéri)<sup>56</sup>.

### Facteurs incitatifs de retour

Les groupes de discussion menés en novembre ont fait ressortir **deux facteurs sous-jacents aux retours des populations dans leurs localités d'origine : l'amélioration de la situation sécuritaire et le rétablissement des conditions de vie, la possibilité d'accéder aux moyens de subsistance, au logement et aux services de base**. Les participants aux discussions ont par ailleurs régulièrement rapporté le souhait d'une présence militaire dans la localité, en tant que garante de la paix. Les conditions de retours peuvent être néanmoins particulièrement difficiles à réunir. L'accès aux logements, par exemple, peut s'avérer problématique : souvent, les retournés ne possèdent pas ou plus de titres de propriété. Les habitats peuvent aussi avoir été endommagés ou détruits (conflits, catastrophe naturelle), ce qui a notamment empêché les retours dans les régions de Tahoua et de Tillabéri<sup>57</sup>.

Si les raisons du retour sont peu documentées, l'importance des flux de PDI et de retournés peut suggérer un schéma de déplacements multiples ou des allers-retours fréquents entre localités d'origine et localités d'accueil (notamment durant l'hivernage), indiquant que les conditions pour un retour définitif ne sont pas encore réunies. Les participants aux groupes de discussion ont en effet exprimé la volonté de retourner dans leur localité, mais restaient dans l'attente d'une stabilisation durable du contexte sécuritaire.

### Cohésion sociale entre communautés locales et communautés déplacées

Les IC ont rapporté que les relations entre populations locales et déplacées (PDI, réfugiés) étaient bonnes dans 79% des localités évaluées<sup>58</sup> <sup>59</sup>. D'après les propos des IC recueillis lors des ateliers de cartographie participative au Mali, les relations étaient bonnes en raison des liens familiaux qui les unissent, ainsi que de la forte solidarité. Dans certains cas, comme à Oullam et Abala (Tillabéri), les PDI auraient même bénéficié d'un prêt de terrain des populations locales pour mener à bien des activités agricoles<sup>60</sup>.

Si ces relations entre ménages non déplacées et PDI semblaient globalement bonnes, cet équilibre reste fragile. À la frontière entre le Niger et le Burkina Faso, des tensions intercommunautaires localisées ont été fréquemment rapportées entre les PDI, les réfugiés et la population locale, notamment à Makalondi, à Torodi, à Gotheye et à Bankilare (Tillabéri), ainsi qu'à la frontière entre le Mali et le Niger, dans la commune de Tillia (Tahoua)<sup>61</sup>.

## Besoins multisectoriels

### Protection

#### Contexte sécuritaire

Les incidents liés aux attaques des groupes armés et aux tensions intercommunautaires ont affecté les régions de la bande frontalière tout au long de l'année 2020. Les groupes armés ont continué d'étendre leur influence de part et d'autre des frontières, dans un contexte de grande difficulté pour les autorités politiques. La récurrence des

<sup>54</sup> Cluster Protection. Monitoring de Protection. Mali. Octobre 2020.

<sup>55</sup> International Rescue Committee (IRC). ERP. Site de Intikane, commune rurale de Tillia, département de Tillia, Niger. Mars 2020.

<sup>56</sup> OCHA. Inondations 2020. Rapport de situation N°1. Période avril-septembre 2020. Septembre 2020.

<sup>57</sup> OCHA. Aperçu sur les inondations 2020. Niger. Septembre 2020.

<sup>58</sup> Pourcentage calculé pour les localités où la présence de PDI et/ou de réfugiés a été rapportée.

<sup>59</sup> Association Malienne Pour La Survie au Sahel (AMSS). ERP. Inabadje. Mars 2020.

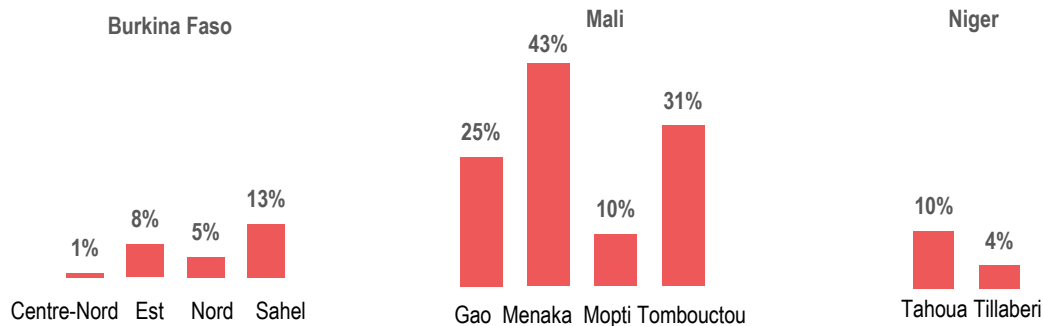
<sup>60</sup> Monitoring de protection dans les régions de Tahoua et de Tillabéri. Septembre et octobre 2020.

<sup>61</sup> Cluster Protection / UNHCR. Monitoring de protection mensuel. Burkina Faso (Nord, Centre-Nord, Sahel, Est). Mali. Niger (Tahoua, Tillabéri). Mai à novembre 2020.



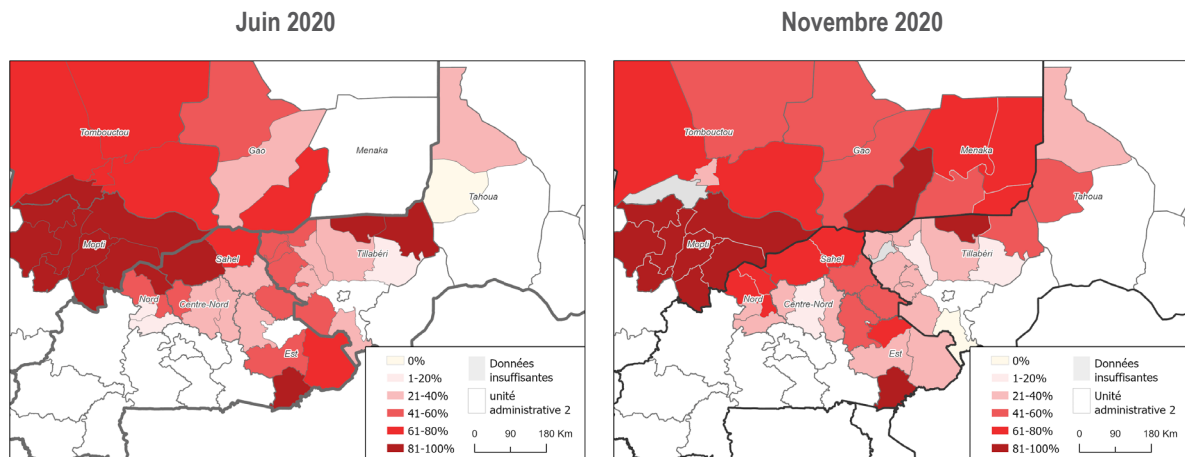
attaques a conduit de nombreuses populations à quitter rapidement leur localité et à une augmentation des exactions sur les civils<sup>62 63</sup>.

Graphique 2 : Principales admin 2 où les IC ont rapporté des incidents à l'encontre de populations civiles au cours des 30 jours précédant la collecte de données de novembre 2020, en pourcentage des localités évaluées<sup>64</sup> :



Le Mali semble être le pays le plus affecté par ces incidents, avec 20% de localités au sein desquelles les IC rapportent que les populations ont été la cible d'attaques (contre 7% au Burkina Faso et 5% au Niger). La perception de l'insécurité semblait, en outre, meilleure dans les régions au sein desquelles les attaques étaient moins fréquentes, avec une amélioration du sentiment de sécurité dans les régions de l'Est, du Centre-Nord, du Nord et de Tillabéri depuis juin (voir carte 3). D'après les IC, au Mali, le sentiment d'insécurité restait fort au cours des 30 jours qui ont précédé la collecte de données de novembre. Si des discussions entre certaines communautés du plateau Dogon ont permis une relative accalmie depuis août 2020, cet équilibre reste très fragile en raison d'une pression accrue sur les ressources hydriques et agricoles<sup>65</sup>. Par ailleurs, les attaques sur les axes routiers se sont multipliées dans toute la région, avec une utilisation d'engins explosifs improvisés (IED) fréquente dans les régions de Gao et de Tombouctou et des axes proches des frontières entre le Niger et le Burkina Faso<sup>65 66 67 68</sup>.

Carte 3 : Proportion de localités évaluées où les IC ont rapporté que la majorité de la population ne s'est pas sentie en sécurité au cours des 30 derniers jours :



<sup>62</sup> Cluster Protection / UNHCR. Monitoring de protection mensuel. Burkina Faso (Nord, Centre-Nord, Sahel, Est). Mali. Niger (Tahoua, Tillabéri). Mai à novembre 2020.

<sup>63</sup> ACAPS. Analyses Burkina Faso, Mali et Niger. Octobre 2020.

<sup>64</sup> Les incidents pris en compte sont ceux au cours desquels des civils ont été tués ou gravement blessés.

<sup>65</sup> Cluster Protection. Monitoring de protection mensuel. Mali. Janvier à novembre 2020.

<sup>66</sup> The Armed Conflict Location & Event Data Project (ACLED). Données janvier – novembre 2020.

<sup>67</sup> Organisation des Nations Unies (ONU). Information Paix et Sécurité. « Mines antipersonnel : le Sahel central parmi les zones les plus touchées ». Novembre 2020.

<sup>68</sup> UNHCR. Monitoring de protection des régions Est, Sahel, Centre-Est, Nord, Boucle du Mouhoun. Janvier à septembre 2020.

**Cette insécurité a des conséquences importantes sur les populations, notamment les enfants et les femmes, ou les personnes en situation de handicap.** Au Burkina Faso et au Niger, plusieurs ERP indiquent que les enfants sont soumis à un fort stress psychosocial, en plus de subir les conséquences de la déscolarisation et de l'implication dans des activités économiques (voir partie 'Education'), renforcées par la perte de documents d'identité. Par ailleurs, les résultats de la MSNA 2020 au Niger mettent en évidence un plus fort sentiment d'insécurité chez les personnes en situation de handicap ou atteintes de maladies chroniques<sup>69</sup>. En ce qui concernent plus spécifiquement les filles et les femmes, de nombreux cas de mariages forcés et de violences psychologiques ont été rapportés dans les régions du Sahel<sup>72</sup>, de Gao et de Tombouctou<sup>70</sup>. Au Burkina Faso, les données MSNA 2020 indiquent en effet que les violences sexuelles constitueraient les principaux risques de protection des jeunes filles de moins de 18 ans spécifiquement dans les provinces du Seno (43% des ménages<sup>70</sup>) et de Yagha (57% des ménages<sup>70</sup>) (Sahel). Au Mali par ailleurs, la situation des catégories de personnes les plus vulnérables se serait dégradée de façon alarmante sur un an, avec un nombre de violences basées sur le genre (VBG) en augmentation (+47%) sur la période janvier-juillet 2020 (comparé à janvier-juillet 2019)<sup>71</sup>.

### Préoccupations en matière de protection

D'après les IC, les principales préoccupations des populations étaient la violence induite par les groupes armés dans les trois pays, le vol de bétail (Mali, Niger) et le manque d'accès aux soins en cas de maladie ou blessure grave (Burkina Faso, Niger) (voir tableau 3). Cependant, les inquiétudes rapportées par les IC n'étaient pas homogènes sur toute la région des « 3 Frontières »: l'exposition aux IED semblait être au centre des préoccupations des populations du Loroum (rapportée dans 59% des localités évaluées), du Soum (24%) et du Gourma-Rharous (21%), tandis que le mariage forcé était plus cité dans le nord du Mali, comme à Dire (33%), à Bourem (33%), à Menaka (27%), à Tidermene (25%), à Inekar (25%) ainsi qu'à Gotheye, au Niger (31%). Des inquiétudes quant aux incidents causés par l'accès aux ressources étaient également rapportées dans les admin 2 du Loroum (22%), d'Anderamboukane (22%) et du Gourma-Rharous (25%). Ces incidents sont souvent causés par l'insécurité qui empêche l'accès à certains points d'eau, augmentant la pression sur les ressources accessibles

<sup>72 73</sup>

Tableau 3 : Principales préoccupations en matière de protection de la majorité de la population au cours des 30 jours précédant la collecte de données de novembre 2020, selon les IC<sup>74</sup> (% de localités évaluées) :

| Activités           | Préoccupation 1                      | Préoccupation 2  | Préoccupation 3  |
|---------------------|--------------------------------------|--|--|
| <b>Burkina Faso</b> | Violence par un groupe armé<br>(90%) | Ne pas pouvoir accéder à des soins de santé en cas de maladie / blessure grave (25%) | Criminalité (19%)  |
| <b>Mali</b>         | Violence par un groupe armé<br>(33%) | Vol de bétail (33%)  | Criminalité (18%)  |
| <b>Niger</b>        | Violence par un groupe armé<br>(38%) | Vol de bétail (37%)  | Ne pas pouvoir accéder à des soins de santé en cas de maladie / blessure grave (14%) |

## Sécurité alimentaire et moyens de subsistance

### Sécurité alimentaire

Selon les derniers résultats du cadre harmonisé<sup>75</sup>, 2,6 millions de ménages ont été déclarés en situation d'insécurité alimentaire (Phases 3 à 5 du Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire (IPC) sur la

<sup>69</sup> REACH. Rapport final MSNA 2020. Niger. Janvier 2020

<sup>70</sup> En proportion de ménages ayant rapporté être préoccupé pour la sécurité des jeunes filles de moins de 18 ans.

<sup>71</sup> Cluster Protection. Monitoring de protection mensuel. Mali. Janvier à novembre 2020.

<sup>72</sup> Propos issus des groupes de discussion. Commune de Solle, Loroum. Novembre 2020.

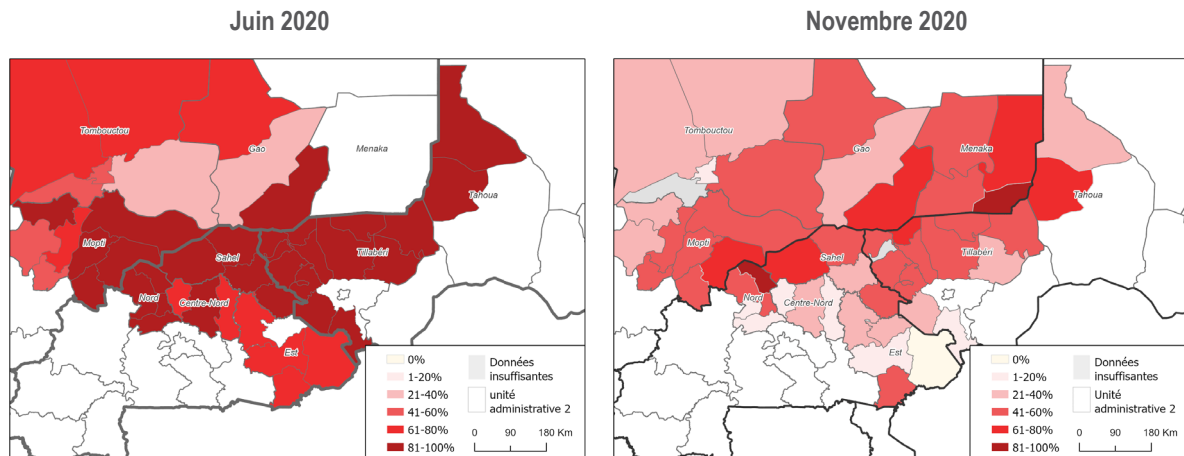
<sup>73</sup> International Crisis Group. Le Sahel central, théâtre des nouvelles guerres climatiques ? Briefing 154 / Africa. Avril 2020.

<sup>74</sup> Les IC avaient la possibilité de sélectionner toutes les options de réponses pertinentes à cette question. La somme des réponses peut donc excéder 100%.

<sup>75</sup> CILSS. Résultats du Cadre Harmonisé. Novembre 2020.

période de septembre à décembre 2020, à savoir plus d'un cinquième des ménages de la zone. Bien que l'accès à la nourriture se soit amélioré à la fin des périodes de soudure et suite aux récoltes de septembre-octobre, la sécurité alimentaire des ménages est restée fragile en 2020 pour les ménages de la zone des « 3 Frontières ». Dans 41% des localités évaluées, les IC ont rapporté que la majorité de la population n'avait pas accès à suffisamment de nourriture au cours des 30 jours ayant précédé la collecte de données de novembre 2020. Cette proportion était particulièrement inquiétante dans les provinces du Loroum (97%) et du Soum (74%) au Burkina Faso et dans les cercles d'Anderamboukane (89%), d'Inekar (75%) au Mali.

Carte 4 : Pourcentage de localités évaluées où la majorité de la population n'avait pas accès à suffisamment de nourriture au cours des 30 derniers jours, selon les IC :



### Sources de nourriture et facteurs de perturbation

En fonction du cycle de production, les ménages de la zone, essentiellement agropastoraux, ont également eu recours au travail journalier et aux migrations saisonnières pour compléter leurs revenus<sup>76</sup>. La production agricole représentait ainsi la principale source de nourriture dans 66% des localités évaluées des zones frontalières au cours de 30 derniers jours selon les IC. Venaient ensuite l'achat de nourriture avec de l'argent (17%) puis l'élevage de bétail (6%). **L'accès à la nourriture semble s'être amélioré en fin d'année, mais est resté fortement dépendant des conditions climatiques, et de l'accès des populations aux champs et aux pâturages.** Ainsi, les facteurs les plus cités par les IC pour expliquer les difficultés d'accès à la nourriture dans l'ensemble de la zone des « 3 Frontières » étaient l'accès non sécurisé aux terres et aux cours d'eau (40% des localités évaluées), le manque de terres cultivables (31%) et le manque d'argent (26%)<sup>77</sup>. En ce qui concerne ce dernier facteur, le COVID-19 a eu un impact indirect sur l'accès à la nourriture des ménages de la zone du fait du fonctionnement limité des marchés et des activités commerciales (voir partie « accès aux marchés et variations des prix »), ainsi que sur les revenus des ménages, limitant les possibilités d'achat de nourriture (voir partie « impact du COVID-19 sur les revenus des ménages »).

### Accès aux marchés et variations des prix

L'insécurité, les restrictions de mouvements et la fermeture des frontières liée au contexte COVID-19<sup>78</sup> ont perturbé l'accès aux marchés sur l'année. Les régions du Sahel, de Mopti, de Tahoua et de Tillabéri ont été les plus affectées par ces perturbations : certains marchés ont été totalement fermés tout au long du second trimestre 2020<sup>79 80</sup>.

Les IC ont rapporté la présence d'un marché fonctionnel et accessible à distance de marche dans 84% des localités évaluées de la zone frontalière, suggérant que la plupart des marchés qui existaient avant la crise du COVID-19

<sup>76</sup> Enquête Nationale sur la Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle (ENSA). Mali. Évaluation de la Sécurité alimentaire en Situation d'Urgence. (EFSA). Burkina Faso. Enquête sur la Vulnérabilité à l'Insécurité Alimentaire des Ménages (EVIAM). Niger. 2018, 2019.

<sup>77</sup> Pourcentage calculé sur le nombre total des localités dans lesquelles les IC ont rapporté que la majorité de la population n'avait pas accès à suffisamment de nourriture au cours des 30 derniers jours.

<sup>78</sup> Voir annexe 1 détaillant les mesures prises dans le cadre du COVID-19 dans les trois pays.

<sup>79</sup> Famine Early Warning Systems Network (FEWS NET). The impact of COVID-19 is increasing the vulnerability of poor households to food insecurity. Juin 2020.

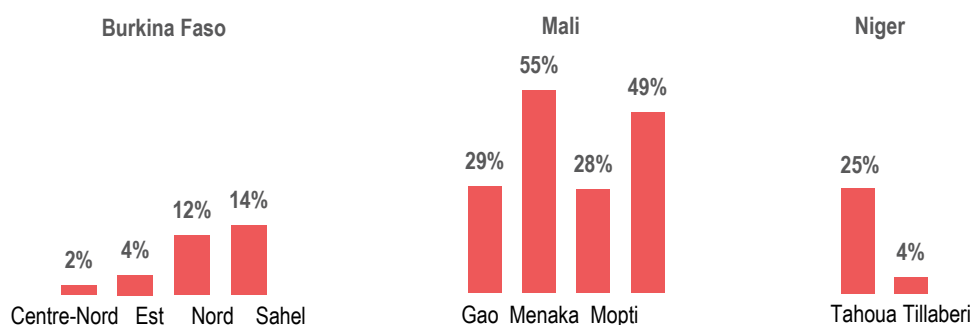
<sup>80</sup> World Food Program et Autorité de développement intégrée de la région du Liptako-Gourma (WFP/ALG). Conflits persistants, perte de terres agricoles et insécurité alimentaire récurrente dans la région du Liptako-Gourma. Juillet 2020.

sont désormais ré-ouverts (voir graphique 3a). Cependant, les échanges commerciaux continuent d'être limités en raison de l'insécurité, qui entraîne parfois une disponibilité limitée des produits sur les marchés et une hausse des prix liée à la rareté de l'offre<sup>81</sup>. D'après les IC, l'insécurité constituait ainsi le deuxième frein principal d'accès aux marchés, derrière l'absence de marché à proximité (voir figure 3b).

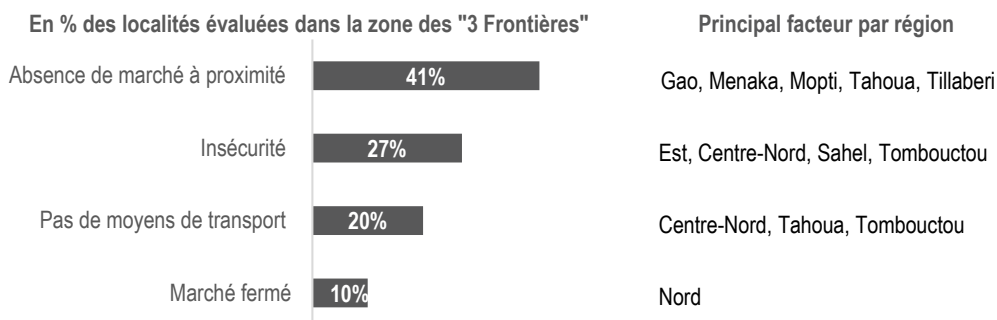
Concernant le niveau des prix, ceux-ci ont été globalement en baisse en 2020 sur l'ensemble de la zone d'étude par rapport à la moyenne annuelle des cinq dernières années. Il convient néanmoins de souligner que des hausses importantes de prix ont été enregistrées durant la période de soudure 2020, notamment sur les marchés des régions de Gao, de Ménaka et de Tahoua. Ces hausses de prix semblent relever des trois facteurs précédemment détaillés : la baisse de la production agricole, l'insécurité et le ralentissement de l'économie liés aux mesures prises dans le cadre du COVID-19 (fermeture des frontières, couvre-feu, limitation des activités commerciales)<sup>82 83</sup>.

**Graphiques 3a et 3b : Pourcentages de localités évaluées où la majorité de la population n'avait accès à un marché à distance de marche (3a) et principales barrières<sup>84</sup> (3b) au cours des 30 jours précédant la collecte de données de novembre 2020, selon les IC :**

### Marchés inaccessibles (3a)



### Principales barrières d'accès au marché (3b)



### Accès aux moyens de subsistance

Les activités agropastorales, qui demeurent les principales activités des ménages dans la plupart des localités de la zone frontalière, ont été fortement perturbées en 2020. Les IC ont en effet rapporté que dans 42% des localités évaluées, la majorité de la population n'avait pas accès à ses moyens de subsistance habituels au cours des 30 derniers jours. Ce manque d'accès aux moyens de subsistance peut s'expliquer par l'insécurité et les variations climatiques, auxquelles sont venus se greffer des facteurs conjoncturels (COVID-19) et des facteurs structurels

<sup>81</sup> Afrique Verte. Point sur la situation alimentaire au Sahel (PSA). Bulletins mensuels d'information sur le prix des céréales : Niger – Mali – Burkina Faso. Janvier à octobre 2020.

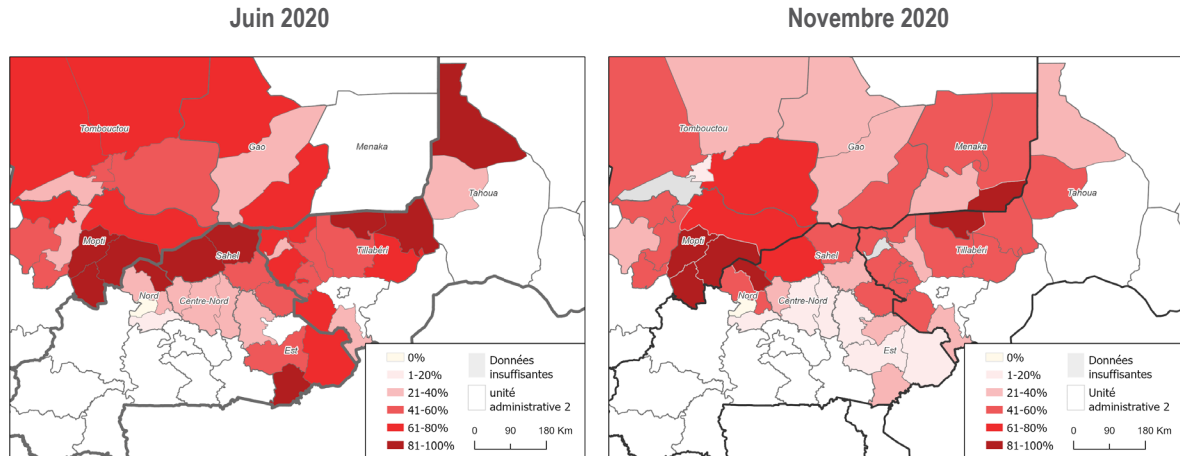
<sup>82</sup> FEWS NET. The impact of COVID-19 is increasing the vulnerability of poor households to food insecurity. Juin 2020.

<sup>83</sup> Afrique Verte. Point sur la situation alimentaire au Sahel (PSA). Bulletins mensuels d'information sur le prix des céréales : Niger – Mali – Burkina Faso. Janvier à octobre 2020.

<sup>84</sup> Pourcentage calculé sur le nombre total des localités dans lesquelles les IC ont rapporté que la population avait accès à un marché à distance de marche au cours des 30 derniers jours.

(absence de titres de propriété, prévalence de l'emploi informel)<sup>85</sup>. Bien qu'une amélioration de l'accès aux moyens de subsistance soit visible depuis la fin des périodes de soudure<sup>86</sup>, la proportion de localités où les IC ont rapporté des difficultés d'accès aux moyens de subsistance restait élevée dans la province du Loroum (97%), dans les cercles d'Anderamboukane (89%), de Bankass (97%), de Bandiagara (95%) et de Koro (100%) et dans le département de Banibangou (85%).

Carte 5 : Pourcentage de localités évaluées où la majorité de la population n'avait pas accès ses moyens de subsistance habituels au cours des 30 derniers jours selon les IC :



Dans la zone des « 3 Frontières », les activités les plus perturbées sur cette fin d'année ont été, selon les IC, l'élevage (52% des localités évaluées), l'agriculture destinée à la vente (47% des localités évaluées), et les activités de chasse, de pêche et de cueillette (29% des localités évaluées)<sup>87</sup>.

Tableau 4 : Principales activités perturbées<sup>88</sup> et principaux freins<sup>89 90</sup> selon les IC, en pourcentage de localités évaluées dans la zone des « 3 Frontières », au cours des 30 jours précédant la collecte de données de novembre 2020 :

| Activités perturbées                     | Frein 1          | Frein 2  | Frein 3  |
|--|------------------|--|--|
| <b>Elevage (52%)</b>                     | Insécurité (50%) | Pas de capital pour développer les AGR <sup>91</sup> (15%) | Manque de terres pour faire paître le bétail (12%) |
| <b>Agriculture pour vente (47%)</b>      | Insécurité (43%) | Pas de capital pour développer les AGR (21%)               | Manque de terres pour cultiver (13%)               |
| <b>Chasse / Pêche / Cueillette (29%)</b> | Insécurité (56%) | Pas de capital pour développer les AGR (16%)               | Manque de moyens de transport (9%)                 |

L'insécurité était citée par les IC comme principal facteur perturbateur de l'ensemble des activités de subsistance dans 42% des localités évaluées<sup>92</sup>. La saison agricole 2020 a en effet été perturbée par les conflits dans les trois pays, et des réductions de la taille des surfaces agricoles cultivées ont été enregistrées par rapport aux années pré-conflit (2016, 2017)<sup>93</sup>. Cette réduction de la taille des surfaces agricoles n'est toutefois pas homogène, et touche plus particulièrement les provinces de Sanmatenga, du Loroum et du Soum, les cercles de Bandiagara, de

<sup>85</sup> WFP / ALG. Conflits persistants, perte de terres agricoles et insécurité alimentaire récurrente dans la région du Liptako-Gourma. Juillet 2020.

<sup>86</sup> Cluster Sécurité Alimentaire. Mali. Janvier – octobre 2020. Résultats du Cadre Harmonisé, novembre 2020.

<sup>87</sup> Les IC avaient la possibilité de sélectionner toutes les options de réponse pertinentes à cette question. La somme des réponses peut donc excéder 100%.

<sup>88</sup> Les IC avaient la possibilité de sélectionner toutes les options de réponse pertinentes à cette question. La somme des réponses peut donc excéder 100%.

<sup>89</sup> Les IC ne pouvaient sélectionner qu'une seule option de réponse à cette question.

<sup>90</sup> Pourcentage calculé sur le nombre total des localités dans lesquelles les IC ont rapporté l'élevage, l'agriculture pour vente ou la chasse, la pêche et la cueillette comme activités perturbées au cours des 30 derniers jours.

<sup>91</sup> Activité génératrice de revenu (AGR).

<sup>92</sup> Pourcentage calculé sur le nombre total des localités dans lesquelles les IC ont rapporté que la majorité de la population n'avait pas accès à ses moyens de subsistance habituels au cours des 30 derniers jours.

<sup>93</sup> WFP / ALG. Conflits persistants, perte de terres agricoles et insécurité alimentaire récurrente dans la région du Liptako-Gourma. Juillet 2020.



Bankass et de Koro ainsi que les zones frontalières des départements de Torodi et d'Ayerou<sup>94 95 96</sup>. Les pics d'insécurité, la présence des groupes armés et les tensions communautaires ont en effet conduit de nombreux agriculteurs à abandonner les champs éloignés des villages<sup>97</sup>. De plus, l'absence de titres de propriété ne permet pas toujours aux ménages qui se sont déplacés et sont revenus dans leur localité d'exploiter à nouveau leurs terres<sup>98</sup>. La volatilité du contexte sécuritaire a eu un impact plus global sur les activités économiques, en tant que facteur de restriction des déplacements, réduisant les opportunités d'emplois et les activités commerciales dont peuvent bénéficier les ménages (travail saisonnier aux champs, activités d'orpillage, migrations saisonnières, commerce, possibilité de développer des activités génératrices de revenus, etc.).

De façon plus spécifique, les IC ont rapporté dans plus de 46% des localités évaluées<sup>99</sup>, que le manque de moyens de transport était la principale barrière d'accès aux moyens de subsistance dans le département de Tillabéri. Au Niger, les participants aux groupes de discussion ont souligné que de nombreuses routes étaient impraticables en raison des inondations et l'utilisation des motos restreinte par l'état d'urgence, rendant l'accès aux marchés et les déplacements difficiles<sup>100</sup>.

### Impact du COVID-19 sur les revenus et les moyens de subsistance

Depuis la fin du mois de mars 2020<sup>101</sup>, le Burkina Faso, le Mali et le Niger ont tous trois adopté des mesures préventives dans le cadre de la pandémie du COVID-19. Ces mesures ont inclus, selon les périodes, un couvre-feu, la fermeture des marchés et des commerces, la fermeture des frontières, un confinement et des restrictions de mouvements, la fermeture des écoles et celles de certains lieux de rassemblement<sup>102</sup>. Si ces mesures ont été assouplies vers la fin du mois de mai, elles ont eu un impact important sur le fonctionnement de l'économie des pays et les revenus des ménages.

Les économies des trois pays reposent pour une large part sur l'économie informelle : les emplois informels représenteraient en effet plus des trois quarts des emplois non agricoles<sup>103</sup>. Les restrictions de mouvements et les mesures de confinement ont donc été un frein à ces activités, limitant les migrations saisonnières, les opportunités de travail journalier et les petites activités de revente grâce auxquelles un grand nombre de ménages complètent leurs revenus. Ces restrictions ont particulièrement affecté les migrants transfrontaliers, qui ont mis en place des stratégies d'adaptation à court terme telles que l'emprunt d'argent et / ou la dépense des économies, qui pourront avoir des répercussions plus durables sur leur capacité de résilience<sup>104</sup>.

La fermeture partielle ou totale des marchés et la fermeture des frontières ont également ralenti les activités commerciales entraînant un manque à gagner de la vente des surplus agricoles, du maraîchage et de l'élevage. Au Mali par exemple, un peu plus d'un travailleur sur dix aurait perdu son emploi en raison du COVID-19, et 28% des activités quotidiennes auraient été perturbées par l'instauration d'un couvre-feu en juin 2020<sup>105</sup>. Le contexte du COVID-19 a en outre entraîné une baisse des transferts de fonds de la part des migrants qui ont souffert de la fermeture des entreprises et du ralentissement des économies des pays d'accueil<sup>106</sup>.

<sup>94</sup> WFP. Analyse satellitaire. Dynamique des surfaces cultivées en zones peu accessibles. Burkina Faso. Novembre 2020.

<sup>95</sup> Cluster Sécurité Alimentaire. Analyse satellitaire des dynamiques de surfaces cultivées à Mopti. Mali. Octobre 2020.

<sup>96</sup> WFP. Analyse satellitaire. Dynamique des surfaces cultivées en zones peu accessibles. Niger. Novembre 2020.

<sup>97</sup> Le Monde. Mattéo Maillard. « Au centre du Mali, des villages rasés par les violences et la famille ». 1<sup>er</sup> janvier 2021.

<sup>98</sup> Cluster Protection / UNHCR. Monitoring de protection mensuel. Burkina Faso (Nord, Centre-Nord, Sahel, Est). Mali. Niger (Tahoua, Tillabéri). Mai à novembre 2020.

<sup>99</sup> Pourcentage calculé sur le nombre total des localités dans lesquelles les IC ont rapporté que la majorité de la population n'avait pas accès à ses moyens de subsistance habituels au cours des 30 derniers jours.

<sup>100</sup> OCHA. Situation report. July 2020.

<sup>101</sup> Burkina Faso : Décret du 23 mars 2020. Mali : Communiqué du 8 avril 2020. Niger : décret du 20 mars 2020.

<sup>102</sup> Voir annexe 1 pour le détail des mesures prises au sein des trois pays.

<sup>103</sup> Banque Mondiale. Dernières données disponibles. 2017, 2018.

<sup>104</sup> REACH. Pushed to the brink? The impact of COVID-19 on environmental migration in the Sahel. Janvier 2021.

<sup>105</sup> Institut National de la Statistique du Mali (INSTAT). Rapport mensuel de l'enquête sur l'impact du coronavirus sur les conditions de vie des ménages. Mai, juin, juillet, août, septembre, octobre 2020.

<sup>106</sup> ACAPS. Vulnerability to COVID-19 Containment Measures. Burkina Faso, Mali, Niger. Thematic report. April 2020.

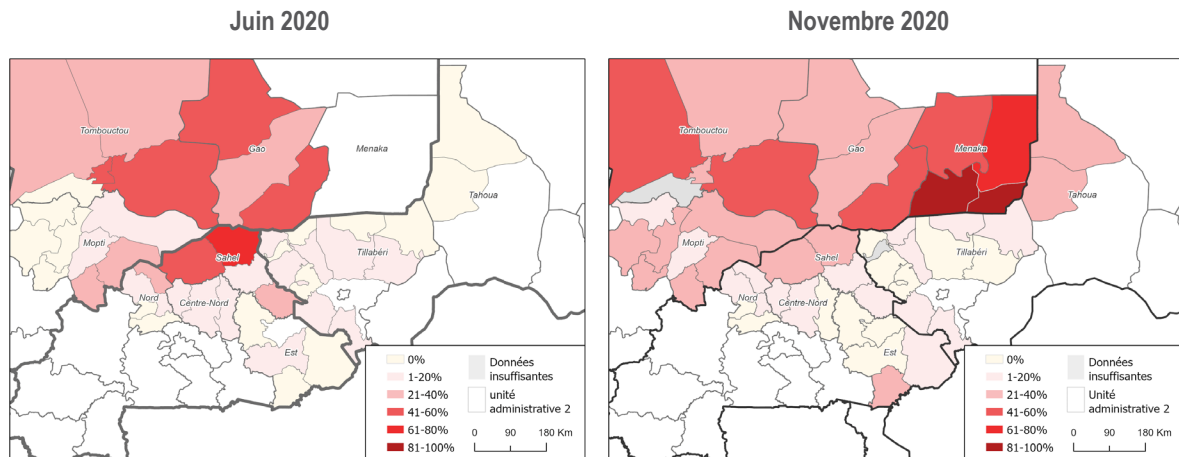
## Santé et nutrition

### Accès aux services de santé

L'accès à la santé est resté limité en 2020. Les dernières données disponibles indiquent que 146 centres de santé étaient complètement fermés sur l'ensemble des trois pays. De plus, d'après les IC, la majorité de la population n'avait pas accès à des infrastructures à distance de marche dans 15% des localités évaluées au cours des 30 jours précédant la collecte de données de novembre 2020. Cette proportion était plus élevée dans certains cercles du Mali tels que Anderamboukane (89%), Menaka (82%), Inekar (63%), Gourma-Rharous (58%), Tidermene (58%), Ansongo (51%) et Goundam (50%).

**Des considérations structurelles et / ou sécuritaires, variables selon les zones, semblent être principalement à l'origine de ce manque d'accès aux infrastructures de santé** au cours des 30 jours précédant la collecte de données de novembre. À ces considérations structurelles et sécuritaires s'est ajouté le contexte du COVID-19, qui est venu augmenter les besoins en santé tout en bouleversant certaines activités telles que campagnes de prévention du paludisme ou encore les dépistages nutritionnels<sup>107</sup>.

**Carte 6 : Proportion de localités évaluées où les IC ont rapporté que la majorité de la population n'avait pas accès à des services de santé fonctionnels à distance de marche au cours des 30 derniers jours :**

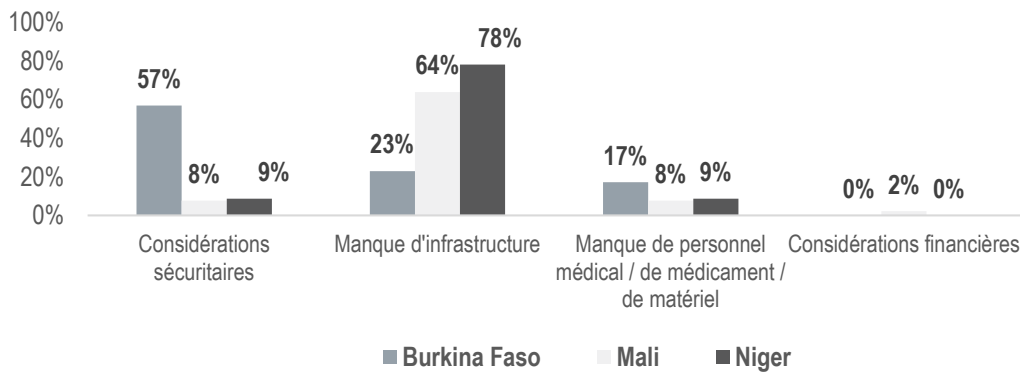


Au Burkina Faso, les considérations sécuritaires expliquent principalement le manque d'accès aux services de santé (voir graphique 4). Les capacités de prise en charge semblent avoir été majoritairement limitées par l'insécurité, qui a entraîné la fermeture ou la destruction des infrastructures dans 51% des localités évaluées d'après les IC. Des attaques ont en effet été perpétrées contre le système de santé, et incluaient des intimidations et des enlèvements du personnel médical, le vol de médicaments et la destruction de véhicules assurant la prise en charge d'urgence<sup>108</sup>.

<sup>107</sup> OCHA. Rapports de Situation. Burkina Faso. Mali. Niger. Janvier à octobre 2020.

<sup>108</sup> OCHA. Rapport de Situation. Burkina Faso. Mali. Niger. Juin - août 2020.

Graphique 4 : Principales barrières d'accès aux services de santé au cours du mois précédent selon les IC, par proportion de localités évaluées au cours des 30 jours précédant la collecte de données de novembre 2020 :



Au Mali et au Niger, de nombreux besoins sanitaires restent non couverts en raison du manque d'infrastructures accessibles à distance de marche (voir graphique 4), vraisemblablement lié à un déficit structurel et une couverture sanitaire faible<sup>109 110 111</sup>. Au Burkina Faso, les infrastructures, même dans les zones où elles étaient présentes et fonctionnelles, semblaient éloignées. Les IC ont ainsi rapporté que dans 30% des localités évaluées au Burkina Faso, la majorité de la population mettait plus d'une heure pour accéder aux centres de santé<sup>112</sup>. Cette proportion est plus élevée dans les provinces du Loroum (40%), de l'Oudalan (45%), de Kompienga (50%) et de Gnagna (55%), ce qui a limité la prise en charge rapide des patients. De même, les données de la MSNA 2020 au Niger indiquent que 35% des ménages n'avaient pas accès aux services de santé à moins d'une heure de marche. Enfin, l'impossibilité d'utiliser les motos et la dégradation de l'état des routes ont aussi limité les déplacements dans les régions de Tahoua et de Tillabéri<sup>113 114</sup>, privant les populations d'un accès rapide aux centres de santé éloignés et non accessibles à pied.

Par ailleurs, le manque de personnel médical, de matériel et de médicaments a été rapporté dans les trois pays avec des proportions plus fortes au Burkina Faso et au Mali (17% des localités évaluées<sup>115</sup>). Le cluster santé du Mali a souligné à cet effet une faible disponibilité des services spécialisés et d'urgence, notamment dans le domaine obstétrical, ce qui limite la prise en charge des patients nécessitant des soins spécifiques et complexes. Ainsi, moins d'une femme sur deux accoucherait avec l'assistance d'un personnel de santé qualifié, avec un risque accru de complication pour les mères et les enfants<sup>116</sup>.

Enfin, un dernier facteur est venu limiter l'accès aux services de santé de façon plus ciblée sur certaines zones : la faiblesse des revenus peut en effet constituer une barrière d'accès aux soins, notamment dans les cercles de Djénne (rapportée dans 13% des localités évaluées), de Bourem (7%), d'Ansongo (4%) et de Gao (4%)<sup>117</sup>. Les contraintes financières sont également évoquées dans les groupes de discussion comme facteur de vulnérabilité des ménages aux chocs sanitaires au Niger : le prix des médicaments semble notamment trop élevé pour la plupart des ménages.

### Principaux problèmes et préoccupations de santé

D'après les IC, le principal problème de santé était le paludisme dans 66% des localités évaluées de la zone d'étude au cours des 30 jours précédant la collecte de données de novembre. Le paludisme est en effet très répandu dans cette zone à cette période de l'année<sup>118</sup>. D'autres problèmes de santé ont été signalés, notamment les maladies

<sup>109</sup> Cluster Santé. Bulletins sectoriels. Burkina Faso. Mali. Janvier-octobre 2020.

<sup>110</sup> OCHA. Aperçu des besoins humanitaires au Niger. Janvier 2020.

<sup>111</sup> Health Resources and Services Availability Monitoring System (HERAMS). Mali. 2020.

<sup>112</sup> Pourcentage calculé sur le nombre total des localités dans lesquelles les IC ont rapporté que la majorité de la population avait accès aux services de santé au cours des 30 derniers jours.

<sup>113</sup> Propos issus des groupes de discussion. Novembre 2020.

<sup>114</sup> REACH. Aperçu de la situation humanitaire dans la zone frontalière entre le Niger, le Mali et le Burkina Faso. Aperçu pays : Burkina Faso – Régions du Sahel, de l'Est, du Nord et du Centre Nord ; Mali – Régions de Mopti, de Gao et de Tombouctou ; Niger – Régions de Tahoua et de Tillabéri. Mars, juin 2020.

<sup>115</sup> Pourcentage calculé sur le nombre total des localités dans lesquelles les IC ont rapporté que la majorité de la population avait accès aux services de santé au cours des 30 derniers jours.

<sup>116</sup> Cluster Santé. Bulletins sectoriels. Burkina Faso. Mali. Janvier-octobre 2020.

<sup>117</sup> Pourcentage calculé sur le nombre total de localités dans lesquelles les IC ont rapporté que la majorité de la population n'avait pas accès à des services de santé fonctionnels à distance de marche au cours des 30 derniers jours.

<sup>118</sup> World Health Organisation (WHO). Rapport sur le paludisme dans le monde en 2019. Décembre 2019.

d'origine bactérienne telles que la typhoïde (Menaka, Gao), les maladies respiratoires (Est, Mopti, Sahel, Tillabéri), et la malnutrition (Mopti). En matière de préoccupations de santé, la principale inquiétude rapportée par les IC tout au long du premier semestre 2020 était, dans les trois pays, la pandémie du COVID-19. Le paludisme a toutefois semblé être la principale inquiétude en matière de santé depuis le retour de la saison des pluies et des moustiques<sup>109</sup>.

## Nutrition

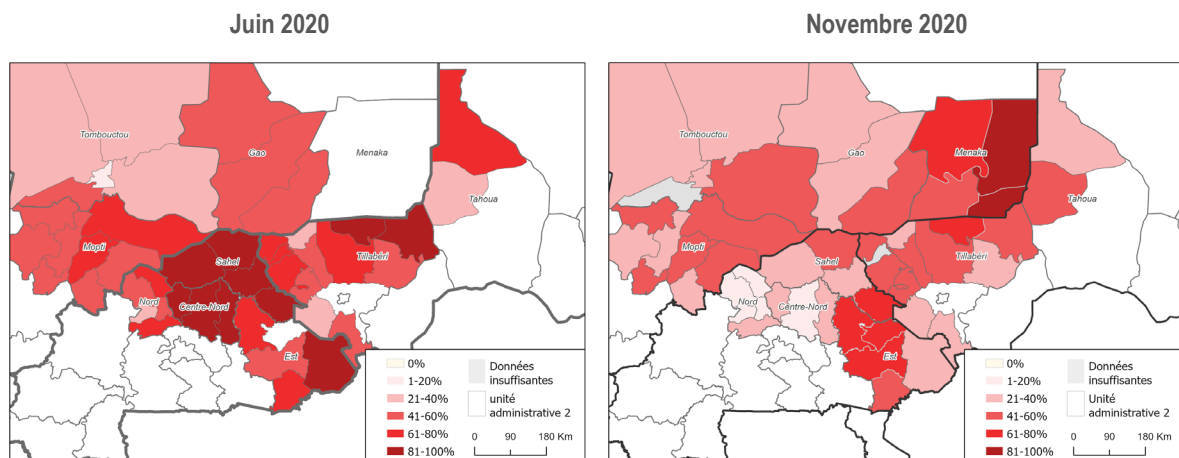
La malnutrition demeure un enjeu dans la zone des « 3 Frontières ». L'insécurité alimentaire expose en effet les populations à des risques élevés de malnutrition<sup>119</sup>. Dans la région de Tillabéri par exemple, les résultats de la MSNA 2020 montrent que plus de 50% des ménages ont un score de consommation alimentaire limite ou pauvre, ce qui a rend les ménages vulnérables aux chocs alimentaires. Les programmes nutritionnels (humanitaires, gouvernementaux, communautaires) étaient globalement présents dans l'ensemble de la zone (76% des localités évaluées), avec un manque concentré essentiellement sur les régions nord du Mali. En effet, les programmes nutritionnels n'étaient pas présents dans 88% des localités évaluées de Menaka, dans 46% des localités évaluées du cercle de Gao et dans 50% des localités évaluées du cercle de Tombouctou d'après les IC. Cette tendance pourrait s'expliquer par des contraintes d'accès liées à la forte insécurité dans la zone. Les programmes les plus répandus, selon les IC, étaient ceux relatifs au traitement de la malnutrition modérée des enfants (rapportés dans 87% des localités évaluées) et des femmes enceintes ou allaitantes (68%)<sup>120 121</sup>. Les relais communautaires étaient également répandus (42% des localités évaluées), notamment dans la région Nord (87% des localités évaluées).

## Eau, hygiène et assainissement

### Accès à l'eau

L'accès à l'eau est problématique dans de nombreuses localités sahéniennes. En novembre 2020, **les IC ont en effet rapporté que la population n'avait pas accès à suffisamment d'eau pour combler les besoins des ménages dans plus d'un tiers des localités de l'ensemble de la zone des « 3 Frontières »**. Cette problématique est récurrente dans toute la région de Menaka (Mali), ainsi que dans les admin 2 de Gourma-Rharous (Mali), de Yagha, de Komondjari (Burkina Faso) et de Banibangou (Niger) (voir carte 7). Dans d'autres zones (Est, Gao, Sahel, Menaka, Tombouctou, Mopti, Tillabéri) la couverture en eau est faible, avec des taux plus faibles en milieux ruraux par rapport au milieux urbains<sup>122 123</sup>.

Carte 7 : Proportion de localités évaluées où les IC ont rapporté que la majorité de la population n'avait pas accès à suffisamment d'eau pour combler les besoins du ménage au cours des 30 derniers jours :



<sup>119</sup> Cluster Nutrition. Compte-rendu / rapports mensuels / Notes. Burkina Faso. Mali. Janvier-octobre 2020.

<sup>120</sup> Les IC avaient la possibilité de sélectionner toutes les options de réponse pertinentes à cette question. La somme des réponses peut donc excéder 100%.

<sup>121</sup> Pourcentage calculé sur le nombre total des localités dans lesquelles les IC ont rapporté la présence de programmes nutritionnels accessibles à distance de marche au cours des 30 derniers jours.

<sup>122</sup> Les taux de couverture dans les régions citées sont tous inférieurs à 60%.

<sup>123</sup> OCHA. Humanitarian needs overview (HNO). Burkina Faso. Mai 2020. HNO. Mali. Janvier 2020. HNO. Niger. 2020.

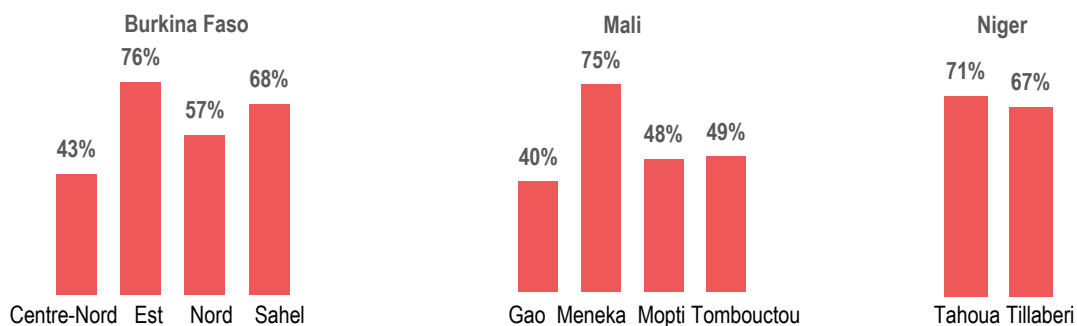
Outre des conditions climatiques difficiles, l'insécurité a empêché les populations d'accéder aux sources d'eau principalement dans les régions de l'Est (rapportée dans 24% des localités évaluées), de Gao (25%), de Tombouctou (36%) et de Menaka (45%), selon les IC. De grandes disparités ont été constatées dans certaines zones, notamment entre les communes d'accueil de PDI et les autres. Au Burkina Faso par exemple, la disponibilité des ressources hydriques était inégale entre les communes, avec un accès à l'eau limité dans les communes des régions du Sahel et de l'Est accueillant plus de 20% de personnes déplacées<sup>124</sup> <sup>125</sup>. L'accès à l'eau y serait en effet insuffisant pour plus d'un tiers des ménages de la zone, avec un manque plus marqué pour les ménages déplacés ainsi que pour les provinces du Soum, de l'Oudalan, de Yagha, de Gourma et de Tapoa selon les données de la MSNA 2020 du Burkina Faso.

Pour faire face à ce manque d'accès à l'eau potable, de nombreuses populations se sont tournées vers les sources d'eau non potable. Les IC ont ainsi rapporté que la majorité de la population avait pour principale source d'eau de boisson l'eau de surface (marigot, fleuve, rivière) dans des proportions inquiétantes d'admin 2 d'Anderamboukane (44%), d'Ansongo (47%), de Dire (38%), d'Ayorou (38%), de Bourem (33%), de Gourma-Rharous (29%) et de Tidermene (33%). Ce manque d'accès à l'eau exacerbe la vulnérabilité des ménages face aux maladies hydriques et à la malnutrition dans un contexte où l'accès aux infrastructures de santé reste difficile.

### Accès aux latrines

**En ce qui concerne l'accès aux latrines, la défécation à l'air libre était le mode d'aisance le plus utilisé selon les IC dans la zone des « 3 Frontières » (59% des localités évaluées).** Les participants aux groupes de discussion ont rapporté un manque structurel de latrines dans les zones d'évaluation (Mali, Niger), certaines ayant parfois été endommagées par les conflits (Mali). En outre, certaines évaluations mettent en évidence un niveau de connaissance des pratiques d'hygiène faible, des infrastructures insuffisantes dans les zones à forte pression démographique et qui ne sont pas toujours adaptées pour couvrir les besoins des populations, notamment vis-à-vis des thématiques de genre et de handicap (Burkina Faso)<sup>126</sup> <sup>127</sup>. Au Niger, les participants aux groupes de discussion ont également mis en avant un manque d'utilisation de latrines lié aux différences culturelles et à la méconnaissance des dangers liés à la défécation à l'air libre.

Graphique 5 : Proportion de localités évaluées où la majorité de la population avait recours à la défécation à l'air libre au cours des 30 jours précédant la collecte de données de novembre 2020, selon les IC :



### Hygiène

**Malgré une augmentation de la prévalence de certaines pratiques d'hygiène (lavage des mains avec du savon) dans la foulée de la pandémie du COVID-19 et des campagnes de sensibilisation associées, des barrières structurelles et culturelles semblent encore freiner une adoption plus large de celles-ci<sup>128</sup> <sup>129</sup>.** Les

<sup>124</sup> Cluster WASH. Veille humanitaire, éléments issus des analyses réalisées dans le cadre du RRM. Burkina Faso. 2020.

<sup>125</sup> OCHA. Inondations 2020. Rapport de situation n °01. Burkina Faso. Septembre 2020.

<sup>126</sup> Cluster Protection. Évaluation rapide sur la prévention et la prise en charge des violences basées sur le genre en situation de la COVID-19. Régions du Sahel et du Nord. Burkina Faso. Mai, juillet 2020.

<sup>127</sup> Intersos. ERP. Région du Nord. Burkina Faso. Avril, mai 2020.

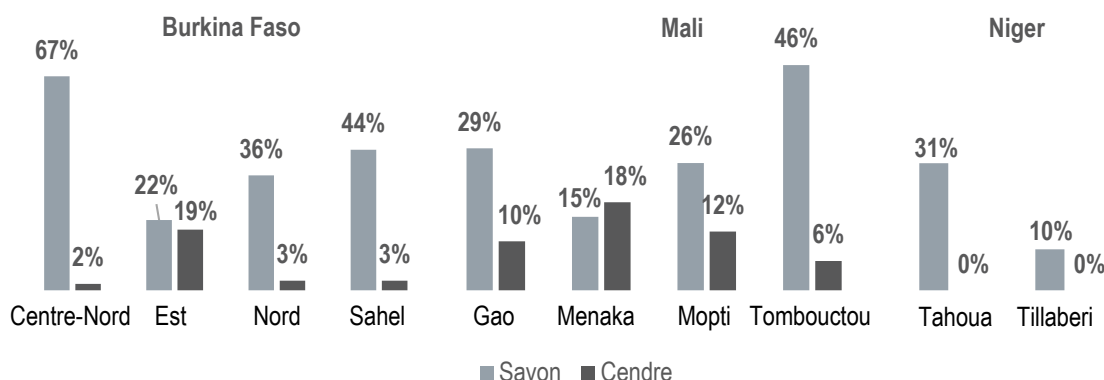
<sup>128</sup> Cluster WASH. Veille humanitaire, éléments issus des analyses réalisées dans le cadre du RRM. Mali. Burkina Faso. Niger. 2020.

<sup>129</sup> INSTAT. Rapport mensuel de l'enquête sur l'impact du coronavirus sur les conditions de vie des ménages au Mali. Juin à octobre 2020.



IC ont rapporté que la majorité de la population se lavait les mains avec de l'eau dans 56% des localités évaluées de la zone. En raison d'un accès limité à l'eau, les mesures préventives du COVID-19 semblaient en effet difficiles à mettre en œuvre. De plus, le manque de revenus était fréquemment cité par les IC pour expliquer un accès limité au savon pour de nombreux ménages (80% localités évaluées où les IC ont rapporté des difficultés pour accéder au savon). La fermeture des commerces et des marchés était également signalée comme un des principaux freins dans certains cercles de l'ouest de la zone d'étude tels que Tombouctou (80% des localités évaluées) et Tenenkou (75%).

Graphique 6 : Proportion de localités évaluées où la majorité de la population se lavait les mains avec du savon ou de la cendre au cours des 30 jours précédant la collecte de données de novembre 2020, selon les IC :



## Gestion des déchets

Les IC ont rapporté que le dépôt dans des aires ouvertes non désignées était la principale méthode de gestion des déchets à l'échelle de la région des « 3 Frontières ». Le dépôt dans des aires ouvertes non désignées peut favoriser l'éparpillement des déchets, et constitue un risque sanitaire de contamination des sources d'eau et de blocage de l'écoulement de l'eau, créant de l'eau stagnante propice au développement des moustiques<sup>130</sup>. Au Niger, la prolifération des mouches et des moustiques a notamment été rapportée durant les groupes de discussion, et ce, dans les localités où les populations ont pour habitude de jeter les déchets dans les champs (sans endroit désigné).

Tableau 5 : Proportion de localités évaluées par principales méthodes de traitement des ordures, au cours des 30 jours précédant la collecte de données de novembre 2020, selon les IC :

| Burkina Faso                        | Mali                   | Niger                               |
|-------------------------------------|------------------------|-------------------------------------|
| Fosse domestique (34%)              | Ordures brûlées (23%)  | Décharge ouverte non désignée (48%) |
| Décharge ouverte non désignée (26%) | Fosse commune (20%)    | Ordures brûlées (11%)               |
| Ordures dans la rue (24%)           | Fosse domestique (18%) | Décharge ouverte marquée (10%)      |

## Abris et biens non alimentaires

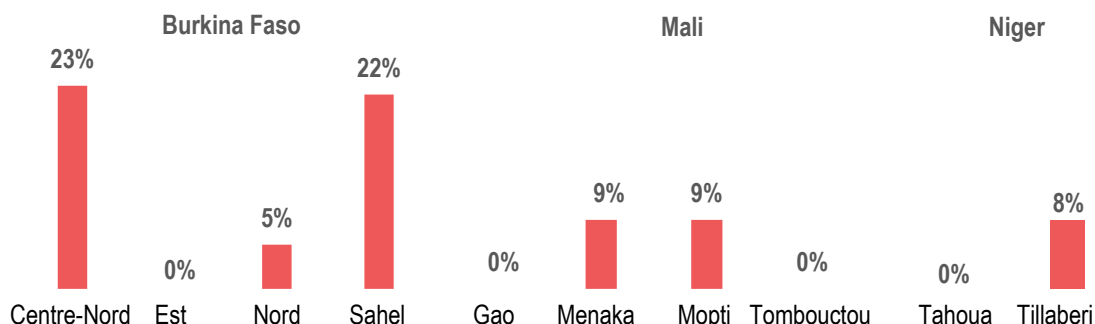
### Type d'abris

Les fortes pluies qui se sont abattues depuis la fin du deuxième trimestre 2020 ont exacerbé les besoins en abris dans la zone frontalière entre le Burkina Faso, le Mali et le Niger. **Alors que les PDI étaient exposées à des conditions d'habitation précaires liées à des déplacements forcés, les populations hôtes ont subi**

<sup>130</sup> Sphere. The Sphere Handbook. Humanitarian Charter and Minimum Standards in Humanitarian Response. 2018.

**d'importantes pertes d'abris et de biens alimentaires et ménagers liées aux inondations**<sup>131</sup>. Les conflits ont également été à l'origine de destructions d'abris dans certaines localités de la région selon les IC. Ces conditions de logement rendent les populations encore plus vulnérables aux enjeux de protection (criminalité, VBG, enlèvements) ainsi qu'à la propagation des maladies dans un contexte sanitaire déjà fragilisé par la pandémie du COVID-19.

**Graphique 7 : Proportion de localités évaluées où les IC ont rapporté que la majorité de la population déplacée interne vivait dans des abris précaires**<sup>132</sup> au cours des 30 jours précédant la collecte de données de novembre 2020 :



Au Burkina Faso et au Niger, les inondations et les vents ont détruit de nombreux abris sur la seconde partie de l'année, notamment dans les régions du Centre-Nord, du Sahel, de Tahoua et de Tillabéri<sup>133 134</sup>, et dans une moindre mesure, de Mopti et de Menaka<sup>135</sup>. D'après les données de novembre, la situation des PDI de cette zone était fragile, avec de nombreux PDI vivant dans des abris précaires (voir graphique 7).

De plus, selon les dernières données issues de la collecte de données de novembre, les IC ont rapporté de nouvelles destructions d'abris dans 9% des localités évaluées, essentiellement liées aux intempéries et aux inondations. Les conflits seraient aussi à l'origine de la plupart des destructions d'abris dans 67% des localités de l'Est, 31% des localités de Gao, 17% des localités de Menaka et 12% des localités Mopti selon les IC<sup>136</sup>. Dans le cas particulier du Mali, les incendies (criminels ou de brousse) seraient également à l'origine des destructions d'abris dans 75% des localités évaluées de Menaka et dans 38% des localités évaluées de Gao<sup>137</sup>.

### Disponibilité des biens non alimentaires

Les besoins en articles non alimentaires varient en fonction de la période de l'année. Lors de la collecte de données de novembre, les moustiquaires, les articles de couchage ainsi que certains articles d'hygiène semblaient être les articles dont les populations avaient le plus besoin mais qui n'étaient par contre pas disponibles dans les trois pays. Il est à noter que l'ensemble des besoins en articles ménagers essentiels restent importants, notamment parmi les PDI et les populations sinistrées suite aux importantes inondations ayant eu lieu entre avril et octobre<sup>138</sup>.

<sup>131</sup> OCHA. Inondations 2020. Rapports de situation. Burkina Faso. Septembre 2020. Flash Update. Niger. Septembre 2020.

<sup>132</sup> Les abris non structurés ou précaires désignent les abris de fortune, d'urgence, de transition, à l'air libre, les bâtiments publics ou abandonnés et les unités d'hébergement pour les déplacés (RHU).

<sup>133</sup> OCHA. Inondations 2020. Rapport de situation n °01. Burkina Faso. Septembre 2020.

<sup>134</sup> OCHA. Bilan des inondations. Flash Update n °02. Niger. Septembre 2020.

<sup>135</sup> OCHA. Rapport de situation. Mali. Août 2020.

<sup>136</sup> Pourcentage calculé sur le nombre total des localités où les IC ont rapporté une destruction d'abris dans la localité au cours des 30 derniers jours.

<sup>137</sup> Pourcentage calculé sur le nombre total des localités où les IC ont rapporté une destruction d'abris dans la localité au cours des 30 derniers jours.

<sup>138</sup> Médecins sans frontières (MSF). Actualités. Septembre 2020.

Tableau 6 : Articles non alimentaires non disponibles<sup>139</sup> et dont la majorité de la population avait le plus besoin au cours des 30 jours précédant la collecte de données de novembre 2020, selon les IC, en pourcentage de localités évaluées :

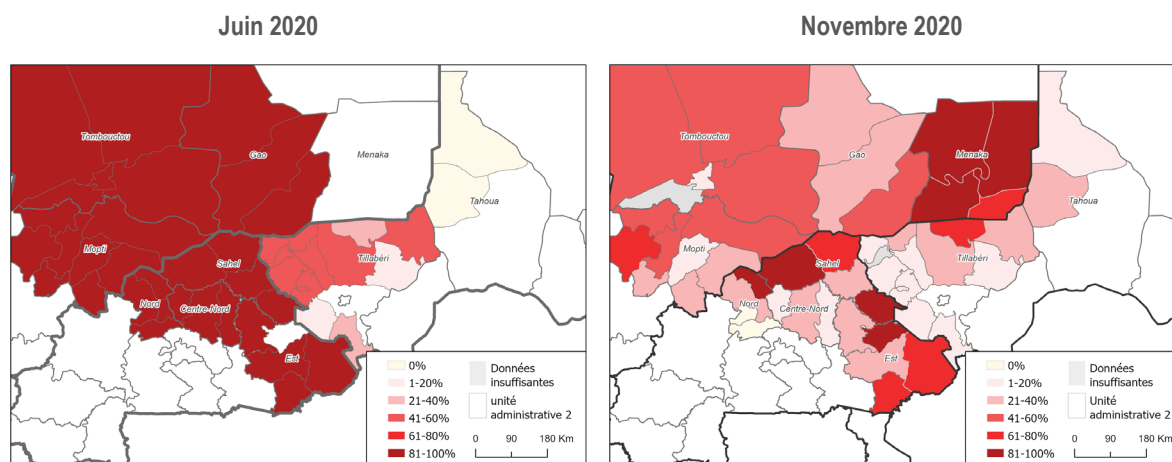
|                                     | Burkina Faso | Mali | Niger |
|-------------------------------------|--------------|------|-------|
| <b>Articles d'hygiène</b>           |              |      |       |
| Articles d'hygiène féminine         | 12%          | 39%  | 25%   |
| Articles d'hygiène bébé             | 8%           | 33%  | 21%   |
| Articles d'hygiène générale         | 5%           | 28%  | 12%   |
| <b>Articles ménagers essentiels</b> |              |      |       |
| Moustiquaires                       | 31%          | 34%  | 23%   |
| Articles de couchage                | 17%          | 48%  | 20%   |
| Articles de cuisine                 | 14%          | 36%  | 12%   |

## Education

### Accès à l'éducation

Fin mars 2020, les écoles ont fermé suite à l'adoption des mesures préventives au COVID-19<sup>140</sup>. Depuis lors, la plupart des écoles sont restées fermées jusqu'à la fin du mois d'août. **Malgré la réouverture progressive des écoles à partir du mois de septembre, tous les enfants scolarisés avant la crise liée à la pandémie n'ont pas retrouvé le chemin de l'école.** Environ 3 800 écoles formelles seraient toujours fermées sur les trois pays<sup>141</sup>. **Lors de la dernière collecte de données, les IC ont par ailleurs rapporté que les services éducatifs étaient inaccessibles dans 36% des localités évaluées de la zone.** La situation est particulièrement inquiétante dans les admin 2 d'Anderamboukane, de Banibangou, d'Inekar, de Komondjari, de Kompienga, du Loroum et de Yagha au sein desquelles plus de 75% des IC ont rapporté un manque d'accès aux services éducatifs durant la dernière collecte de données.

Carte 8 : Proportion de localités évaluées où les IC ont rapporté que la majorité de la population n'accédait pas à des services éducatifs à distance de marche au cours des 30 derniers jours :



<sup>139</sup> Les IC avaient la possibilité de sélectionner toutes les options de réponse pertinentes à cette question. La somme des réponses peut donc excéder 100%.

<sup>140</sup> Voir annexe 1.

<sup>141</sup> OCHA. Burkina Faso, Mali et Ouest du Niger. Aperçu humanitaire. Septembre, octobre et novembre 2020.

<sup>142</sup> Cluster Education. Aperçu de la réponse humanitaire. Période : janvier 2020 à juillet 2020. Burkina Faso. Août 2020.

En dehors de la fermeture liée au COVID-19, **le manque d'enseignants a semblé être le frein le plus important à l'accès à l'éducation (59% des localités évaluées)**<sup>143</sup>. Les professeurs continuent en effet d'être la cible de groupes armés au Burkina Faso, au Mali et au Niger. Sur la période précédant la rentrée scolaire, deux directeurs d'école ont été tués dans les régions du Centre-Ouest et du Sahel, et un enseignant a été enlevé dans la région de Mopti, en plus de plusieurs cas d'attaques qui ont été recensés à Menaka<sup>144</sup> <sup>145</sup>. Au Niger, les participants aux groupes de discussion ont rapporté que les enseignants vivaient dans la crainte d'être enlevés ou assassinés par les groupes armés non étatiques (GANE). Ces attaques découragent le personnel enseignant, avec comme conséquence la fermeture des écoles. Outre l'insécurité, il est intéressant de noter que les considérations financières constituent également une barrière à l'éducation, comme cela semble être le cas pour plus qu'un ménage sur cinq dans les provinces de Namentenga, de Sanmatenga, de Kompienga, de Passore, de Yatenga et de Zondoma d'après les données de la MSNA 2020 du Burkina Faso.

## Stratégies d'adaptation et principales occupations des enfants

Selon les IC, il n'y avait pas de stratégies communes pour pallier la fermeture des écoles liée au COVID-19, exceptées quelques régions. Dans les régions de Tombouctou, du Nord et de l'Est par exemple, les révisions à la maison ont permis aux enfants de continuer leur apprentissage durant le premier semestre 2020<sup>146</sup>. Le manque d'accès à la technologie et au réseau limitait toutefois le suivi des cours en ligne ainsi que l'encadrement à distance des élèves par les professeurs<sup>147</sup>.

En cas d'absence de services éducatifs, les principales occupations des filles et des garçons étaient le travail à la maison (rapporté par les IC dans 41% des localités évaluées), le travail en dehors de la maison (21%) ou aucune occupation / loisirs (19%)<sup>148</sup>. L'apprentissage coranique restait aussi central dans l'éducation des enfants dans 10% des localités évaluées selon les IC, et plus particulièrement à Gao, à Menaka et à Tahoua. La déscolarisation expose les enfants à la malnutrition, aux mariages précoces, aux violences et au travail forcé ou dangereux. Ainsi, les suivis de protection d'août 2020 soulignent à cet effet une progression globale de l'emploi des enfants dans les secteurs minier et de l'élevage au Mali<sup>149</sup>, et de nombreux mariages précoces et de cas de violence psychologique envers les filles et les jeunes femmes ont été rapportés à Gao et à Tombouctou sur la fin de l'année.

## Communication

### Accès à l'information

Les IC ont rapporté que la radio et le téléphone constituaient les deux canaux principaux d'accès à l'information pour les populations de la zone frontalière. La présence d'un réseau téléphonique stable était rapportée dans 69% des localités évaluées, avec une couverture qui semblait plus limitée dans les régions de Menaka (15%), de Tombouctou (35%), de Gao (45%) et dans une moindre mesure, du Sahel (38%) et de Tahoua (33%). D'après les participants aux groupes de discussion, ceci peut être dû au profil géographique des régions désertiques (instabilité du réseau), à une absence de couverture réseau en raison d'un déficit d'installations / d'accès des populations à l'électricité (pas d'accès ou limité aux heures d'ensoleillement), voire aux destructions des installations en lien avec l'insécurité.

L'accès à l'information humanitaire ne présentait aucune difficulté pour 79% des localités évaluées selon les IC. Cette proportion était beaucoup plus faible au sein des admin 2 d'Anderamboukane, de Goundam, du Loroum, de l'Oudalan, du Soum ou encore de Tidermene (moins de 40% des localités évaluées). **Si des conditions sécuritaires entravent probablement la diffusion de l'information, l'accès semblait plus problématique dans les régions où le réseau téléphonique était moins accessible** (voir carte 9 et graphique 8).

<sup>143</sup> Pourcentage calculé sur le nombre total des localités évaluées dans lesquelles les IC ont rapporté que la population en âge scolaire ne pouvait pas accéder à des services éducatifs à distance de marche.

<sup>144</sup> Cluster Protection. Monitoring de protection mensuel. Mali. Janvier à novembre 2020.

<sup>145</sup> Regional operational update – main highlights: West Africa and Central Africa update. August – October 2020.

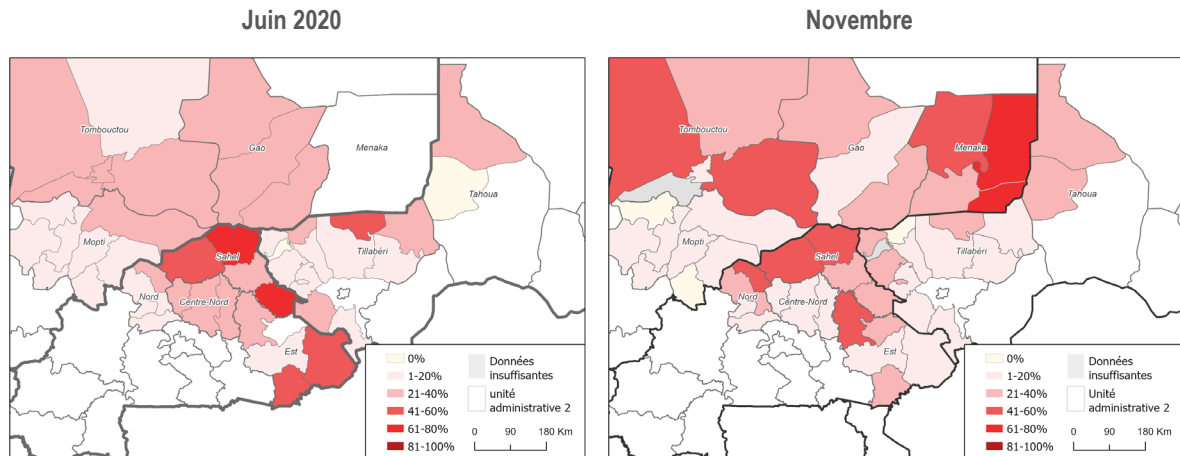
<sup>146</sup> REACH. Aperçu de la situation. Burkina Faso, Mali, Niger. Juin 2020.

<sup>147</sup> Cluster Education. Aperçu de la réponse humanitaire. Période : janvier 2020 – juillet 2020. Burkina Faso. Août 2020.

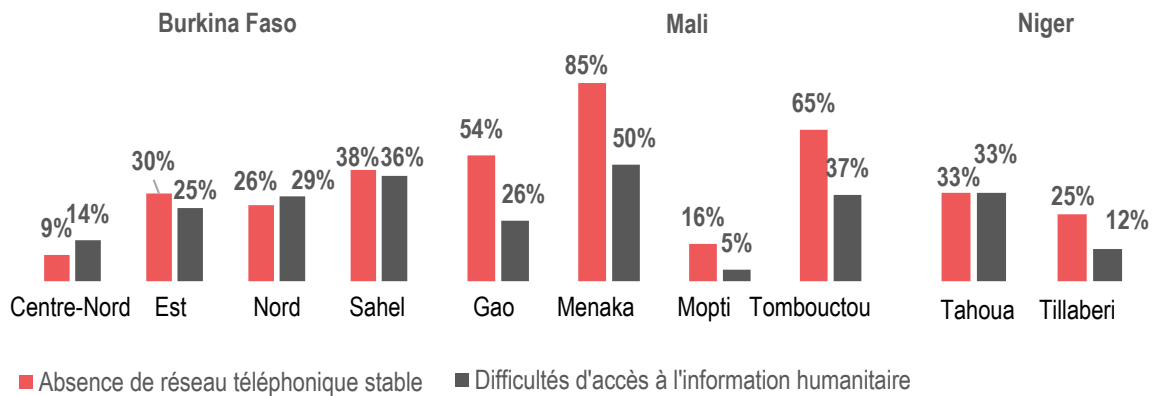
<sup>148</sup> Pourcentage calculé sur le nombre total des localités évaluées dans lesquelles les IC ont rapporté que la population en âge scolaire ne pouvait pas accéder à des services éducatifs à distance de marche.

<sup>149</sup> Cluster Protection. Monitoring de protection mensuel. Mali. Janvier à novembre 2020.

Carte 9 : Proportion de localités évaluées où la majorité de la population avait des difficultés à accéder à des informations quant à l'aide humanitaire disponible dans la zone au cours des 30 derniers jours selon les IC :



Graphique 8 : Pourcentage de localités où les IC ont rapporté des difficultés d'accès à l'information / une absence de réseau stable dans les localités évaluées au cours des 30 jours précédant la collecte de données de novembre 2020, selon les IC :



### Principaux défis en matière d'accès des acteurs humanitaires

La couverture des besoins par les acteurs humanitaires semblait être un défi, avec une réception d'assistance humanitaire signalée dans 18% de l'ensemble des localités évaluées de la zone d'après les IC. Cette proportion était plus faible pour les régions de Tillabéri (11%) et de l'Est (2%). En effet, dans ces zones, si les principaux chefs-lieux et villes semblaient encore globalement accessibles, la mobilité des groupes armés non identifiés entravait l'accès dans les zones dites « à risques ». L'accès restait notamment un défi dans les provinces de l'Est (Gnagna, Komondjari, Tapoa), dans les départements du nord de Tillabéri (Ouallam, Banibangou et Abala) et dans les départements frontaliers avec le Burkina Faso (Tera, Torodi) sur la fin de l'année<sup>150</sup>. En effet, la dangerosité et / ou l'impraticabilité de certains axes dans le nord du pays freinent l'accès à certaines zones ayant besoin d'assistance. Au Niger par exemple, l'utilisation d'IED serait de plus en plus fréquente dans l'ouest du pays<sup>151</sup>. Quelques sites de PDI seraient également restés inaccessibles pendant plusieurs semaines dans les régions de Tahoua et de Tillabéri à cause des inondations<sup>152</sup>. Enfin, les incidents ciblant les acteurs humanitaires continuent d'entraver la bonne mise en œuvre des activités, dans des zones où le contexte sécuritaire rendrait parfois possible les activités<sup>153 154 155</sup>.

<sup>150</sup> OCHA. Rapport mensuel. Région de Tillabéri. Niger. Septembre, octobre 2020.

<sup>151</sup> Cluster Protection. Monitoring de protection. Niger. 2020.

<sup>152</sup> UNHCR. COVID-19 Emergency Response. West & Central Africa. Septembre 2020.

<sup>153</sup> UNHCR. ERP. Tessit (Mali). Septembre 2020.

<sup>154</sup> ACAPS. Humanitarian Situation Overview. July 2020.

<sup>155</sup> OCHA. Humanitarian Situation Overview. September 2020.



## CONCLUSION

Les données collectées dans le cadre du projet HSM ont permis de mettre en évidence certaines tendances sur les déplacements de population et les besoins humanitaires multisectoriels au cours de l'année 2020 dans la zone frontalière entre le Burkina Faso, le Mali et le Niger. **Ces résultats, interprétés à la lumière de données secondaires et des groupes de discussion, doivent toutefois être considérés comme indicatifs au regard de la méthodologie de collecte employée.**

Depuis le début de l'année, le nombre de PDI a progressé de +56%, atteignant 1,4 million au 31 octobre 2020<sup>156</sup>. Selon les IC, les régions qui ont accueilli le plus de PDI au cours du dernier mois sont les régions du Centre-Nord et de l'Est (Burkina Faso). Le nombre d'arrivées récentes de PDI semblent cependant avoir diminué en fin d'année. **Combinés à l'importance des flux de PDI, les mouvements de retours suggèrent des allers-retours fréquents entre localités d'origine et localités d'accueil, avec des conditions ne permettant pas un retour définitif. Les IC ont rapporté que les déplacements restent en outre motivés par des considérations sécuritaires.**

D'après les IC, ces déplacements ont exacerbé les besoins des populations locales et déplacées dans l'ensemble des secteurs humanitaires, **avec une sévérité des besoins globalement plus marquée pour les admin 2 du Loroum, du Soum, de Koro, de Bankass, de Bandiagara, d'Anderamboukane, d'Inekar, d'Ayerou et de Banibangou.** Bien qu'une tendance à l'amélioration semble se distinguer dans plusieurs secteurs depuis la fin de la saison des pluies et le début des récoltes, **la volatilité du contexte sécuritaire et environnemental continue de fragiliser l'accès des populations aux moyens de subsistance et aux services de bases.** Selon les IC et les participants aux groupes de discussion, les zones frontalières, points de tensions régulières, continuent d'être marquées par un accès limité à la nourriture et aux moyens de subsistance. De plus, la pandémie du COVID-19 est venue perturber l'accès des populations aux services de base, ainsi que les possibilités d'accès aux ressources financières. Cette conjoncture a donc contribué à la fragilisation de la situation des ménages de la zone en 2020.

**La fourniture de l'assistance humanitaire est par ailleurs soumise à de multiples aléas.** En premier lieu, la situation sécuritaire représente une contrainte à l'accès aux populations par les acteurs humanitaires. Les conditions climatiques difficiles (inondations) ainsi que le mauvais état des infrastructures et des routes contribuent à le compliquer davantage. En outre, les restrictions de mouvements et les autres mesures préventives liées à la pandémie de COVID-19 ont entraîné des contraintes ultérieures, dans un souci de protéger les bénéficiaires, les IC et les équipes travaillant sur le terrain. **Ainsi, les informations actualisées sur le contexte / l'étendue des besoins n'étaient pas toujours facilement accessibles dans les localités isolées et difficiles d'accès, ainsi que dans les localités où les besoins évoluaient constamment du fait de l'arrivée continue des populations.**

Le suivi de la situation humanitaire dans la zone frontalière entre le Burkina Faso, le Mali et le Niger a donc permis de mettre en lumière quelques tendances principales sur les déplacements de populations et sur les besoins humanitaires. Des évaluations plus spécifiques en fonction des profils démographiques (PDI, réfugiés, retournés, populations nomades) permettraient d'avoir une appréhension plus fine de la dynamique dans ces régions. La mise en place d'un suivi des infrastructures pourrait également être intéressant pour approfondir les données récoltées par le HSM.

<sup>156</sup> OCHA. Situation des personnes déplacées internes au Burkina Faso. Novembre 2020. OIM / UNHCR. Matrice de suivi des déplacements (DTM). Rapports mensuels Mali. Janvier – novembre 2020. UNHCR. Sahel situation (Tilabery and Tahoua regions). Niger. Novembre 2020.

## ANNEXES

### Annexe 1 : Principales mesures préventives prises par les gouvernements dans le cadre du COVID-19 ( analyses ACAPS, avril 2020)<sup>157</sup>

| Mesures                                    | Burkina Faso                             | Mali   | Niger                          |
|--|--|--|--------------------------------|
| <b>Restriction de mouvements</b>           | ✓ (en dehors des villes)                 | ✓  | ✓                              |
| <b>Couvre-feu</b>                          |  | ✓ (21h - 5h)   | ✓ (19h – 7h)                   |
| <b>Fermeture des marchés</b>               | ✓ (partielle)                            | ✓ (partielle)  | ✓ (partielle)                  |
| <b>Mise en place de checkpoint</b>         | ✓ (contrôle des camions de marchandises) |  |                                |
| <b>Interdiction des rassemblements</b>     | ✓ (sauf lieux de culte)                  | ✓ (si plus de 50 personnes)                            | ✓ (si plus de 50 personnes)    |
| <b>Fermeture des frontières aériennes</b>  | ✓  | ✓ (vol commerciaux et humanitaires – cargos autorisés) | ✓ (vol commerciaux uniquement) |
| <b>Fermeture des frontières terrestres</b> |  | ✓  | ✓                              |
| <b>Fermeture des écoles</b>                | ✓  | ✓  |                                |
| <b>Port du masque obligatoire</b>          | ✓  |  |                                |
| <b>Etat d'urgence sanitaire</b>            | ✓ (26/03/2020)                           | ✓ (26/03/2020)   | ✓ (27/03/2020)                 |

### Annexe 2 : Références

- ACAPS. Analyses Burkina Faso, Mali et Niger. Octobre 2020.  
 ACAPS. Conflict and displacement in Mali, Niger and Burkina Faso. Mars 2019.  
 ACAPS. Humanitarian Situation Overview. Juillet 2020.  
 ACAPS. Vulnerabilities to COVID-19 containment measures in Burkina Faso, Mali and Niger. Avril 2020.  
 ACLED. Données sur les incidents pour le Burkina Faso, le Mali, le Niger. Janvier – novembre 2020.  
 Agence Nigérienne de presse. Niger : nouvelle prorogation de l'état d'urgence dans les régions de Diffa, Tahoua et Tillabéri. 21 juin 2019.  
 Afrique Verte. Point sur la situation alimentaire au Sahel (PSA). Bulletins mensuels d'information sur le prix des céréales : Niger – Mali – Burkina Faso. Janvier à octobre 2020.  
 AMSS. ERP. Inabadje. Mars 2020.  
 Banque Mondiale. Dernières données disponibles, emploi et secteur informel. 2017, 2018.  
 CILSS. Résultats du Cadre Harmonisé. Novembre 2020.  
 Crisis Group. Frontière Niger-Mali : mettre l'outil militaire au service d'une approche politique. Juin 2019.  
 Cluster Education. Aperçu de la réponse humanitaire. Période : janvier 2020 à juillet 2020. Burkina Faso. Août 2020.  
 Cluster Nutrition. Compte-rendu / rapports mensuels / Notes. Burkina Faso. Mali, Janvier à octobre 2020.  
 Cluster Protection. Évaluation rapide sur la prévention et la prise en charge des violences basées sur le genre en situation de la COVID-19. Régions du Sahel et du Nord. Burkina Faso. Mai, juillet 2020.

<sup>157</sup> ACAPS. Vulnerabilities to COVID-19 containment measures in Burkina Faso, Mali and Niger. Avril 2020.

Cluster Protection / UNHCR. Monitoring de protection mensuel. Rapports régionaux. Régions du Nord, du Centre-Nord du Sahel et de l'Est. Janvier à novembre 2020.

Cluster Protection / UNHCR. Monitoring de protection mensuel. Rapport pays. Mali. Mai à novembre 2020.

Cluster Protection / UNHCR. Monitoring de protection mensuel. Rapports régionaux. Régions de Tahoua et de Tillabéri. Niger. Janvier à novembre 2020.

Protection Cluster (Global). Les violences basées sur le genre dans le Sahel central - Document de plaidoyer pour la Réunion Ministérielle sur le Sahel Central du 20 octobre 2020. Octobre 2020.

Cluster Santé. Bulletins sectoriels. Burkina Faso. Mali. Janvier-octobre 2020.

Cluster Sécurité Alimentaire. Analyse satellitaire des dynamiques de surfaces cultivées à Mopti. Mali. Octobre 2020.

Cluster Sécurité Alimentaire. Burkina Faso. Mali. Niger. Compte-rendu de réunion. Janvier – octobre 2020.

Cluster WASH. Veille humanitaire, éléments issus des analyses réalisées dans le cadre du Mécanisme de Réponse Rapide (RRM). Burkina Faso. Mali. Niger. 2020.

FEWS NET. The impact of COVID-19 is increasing the vulnerability of poor households to food insecurity. Juin 2020.

Health Resources and Services Availability Monitoring System (HERAMS). Mali. 2020.

International Crisis Group. Le Sahel central, théâtre des nouvelles guerres climatiques ? Briefing 154 / Africa. Avril 2020.

Institut National de la Statistique du Mali (INSTAT). Rapport mensuel de l'enquête sur l'impact de coronavirus sur les conditions de vie des ménages. Mai à octobre 2020.

Intersos. ERP. Région du Nord. Burkina Faso. Avril, mai 2020.

DRC/DDG. ERP. Village de Kandadji, commune de Dessa, département de Tillabéri, région de Tillabéri, Niger. Avril, mai 2020. Site de Famale, commune de Dessa, département de Tillabéri, Région de Tillabéri, Niger. Avril 2020. Village de Torodi, département de Torodi, région de Tillabéri, Niger. Juin 2020. Site de Suinguile, commune de Dessa, département de Tillabéri, région de Tillabéri, Niger. Novembre 2020.

Gouvernement du Mali, Cluster Protection et partenaires. ERP. Cercle d'Anderamboukane, région de Menaka, Mali. Février 2020. Commune de Tessit, cercle d'Ansongo, région de Gao, Mali. Septembre 2020.

IRC. ERP. Site de Intikane, commune rurale de Tillia, département de Tillia, Niger. Mars 2020.

Le Monde Afrique. « Au Burkina Faso, l'état d'urgence prolongé de 6 mois ». 12 juillet 2019.

Le Monde. Mattéo Maillard. « Au centre du Mali, des villages rasés par les violences et la famille ». 1<sup>er</sup> janvier 2021.

MSF. Actualités. Septembre 2020.

OCHA. Aperçu des besoins humanitaires au Burkina Faso. Janvier à novembre 2020.

OCHA. Aperçu des besoins humanitaires au Mali. Janvier à novembre 2020.

OCHA. Aperçu humanitaire au Niger (Ouest du Niger). Janvier à novembre 2020.

OCHA. Bilan des inondations. Flash Update n°02. Niger. Septembre 2020.

OCHA. Humanitarian needs overview (HNO). Burkina Faso. Mai 2020.

OCHA. Humanitarian needs overview (HNO). Mali. Janvier 2020.

OCHA. Humanitarian needs overview. Niger. Janvier 2020.

OCHA. Inondations 2020. Rapport de situation n°01. Burkina Faso. Septembre 2020.

OCHA. Inondations 2020. Rapport de situation N°01. Période avril-septembre 2020. Septembre 2020.

OCHA. Rapport mensuel. Région de Tillabéri. Niger. Septembre, octobre 2020.

OCHA. Rapport de Situation. Burkina Faso. Juin à août 2020.

OCHA. Rapport de situation. Mali. Août 2020. Juin à août 2020.

OCHA. Rapport de situation. Niger. Août 2020. Juin à août 2020.

OCHA. Situation report. West and Central Africa. Juillet 2020.

OCHA. Situation des personnes déplacées internes au Burkina Faso. Novembre 2020.

ONU. Information Paix et Sécurité. « Mines antipersonnel : le Sahel central parmi les zones les plus touchées ». Novembre 2020.

Resilience Common Analysis and Prioritization (RCAP). Analyse préliminaire des risques, des vulnérabilités et des actifs de résilience dans la région du Liptako-Gourma. Février 2019.

REACH. Aperçu de la situation humanitaire dans la zone frontalière entre le Niger, le Mali et le Burkina Faso. Octobre 2019.

REACH. Aperçu de la situation humanitaire dans la zone frontalière entre le Niger, le Mali et le Burkina Faso. Mars 2020.

- REACH. Aperçu de la situation humanitaire au Burkina Faso. Régions du Sahel, de l'Est, du Nord et du Centre Nord. Mars, juin 2020.
- REACH. Aperçu de la situation humanitaire au Mali. Régions de Mopti, de Gao et de Tombouctou. Mars, juin 2020.
- REACH. Aperçu de la situation humanitaire au Niger, Régions de Tahoua et de Tillabéri. Mars, juin 2020.
- REACH. Étude de faisabilité du transfert monétaire à Tillabéri et Tahoua. Juillet 2020.
- REACH. Données MSNA 2020. Niger. 2020.
- REACH. Données MSNA 2020. Burkina Faso. 2020.
- REACH. Évaluation territoriale de la ville de Kaya. Burkina Faso. Novembre 2020.
- REACH. Pushed to the brink? The impact of COVID-19 on environmental migration in the Sahel. Janvier 2021.
- The Jamestown Foundation. Nicholas Lazarides. "Burkina Faso: Jihadists' Ethnic Strategy and the Koglweogo Problem", in Terrorism Monitor. Vol. 17, Issue 23. Décembre 2019.
- Sphere. The Sphere Handbook. Humanitarian Charter and Minimum Standards in Humanitarian Response. 2018.
- UNHCR. Données sur les réfugiés. Octobre 2020.
- UNHCR. COVID-19 Emergency Response. West & Central Africa. Septembre 2020.
- UNHCR. ERP. Tessit (Mali). Septembre 2020.
- UNHCR / OIM. Matrice de suivi des déplacements (DTM). Rapports mensuels Mali. Janvier – novembre 2020.
- UNHCR. Regional operational update – main highlights: West Africa and Central Africa update. Août – octobre 2020.
- UNHCR. Sahel situation (Tillabéri and Tahoua regions). Niger. Novembre 2020.
- UNICEF. Education and COVID-19. WCARO Data. Septembre 2020.
- VOA Afrique. L'état d'urgence à nouveau prolongé d'un an au Mali. 28 octobre 2018.
- WFP. Analyse satellitaire. Dynamique des surfaces cultivées en zones peu accessibles. Burkina Faso. Novembre 2020.
- WFP. Analyse satellitaire. Dynamique des surfaces cultivées en zones peu accessibles. Niger. Novembre 2020.
- WFP / ALG. Conflits persistants, perte de terres agricoles et insécurité alimentaire récurrente dans la région du Liptako-Gourma. Juillet 2020.
- WFP. Résultats de l'enquête ENSAN. Novembre 2020.
- WHO. Rapport sur le paludisme dans le monde en 2019. Décembre 2019.